



# Guyana

CARAIBES

CARIBBEAN

 KM<sup>2</sup> 214 970

834 000

## Indicateurs économiques

 PNB par habitant  
 559 ECU (1996)

 Importations européennes  
 en provenance de...  
 189 653 300 ECU  
 (1997)

Sucres de canne 55%

 Exportations européennes  
 vers...  
 79 125 780 ECU (1997)

 Service de la dette /  
 exportations  
 na/nd (1995)

## Indicateurs sociaux

 Taux de croissance  
 de la population  
 1% (1995-96)

 Taux de scolarisation  
 primaire  
 na/nd (1996)

 secondaire  
 73,4% (1996)

 Taux d'urbanisation  
 na/nd (1996)

Située dans la partie nord-est de l'Amérique du Sud, au bord de l'océan Atlantique, la Guyane a accédé à l'indépendance en 1966. Les politiques économiques menées au cours des années 70 ont conduit à une régression des secteurs de production et de l'économie dans son ensemble. La politique du nouveau gouvernement issue des élections de 1992, réitérée en 1997, est centrée sur le rétablissement d'une croissance durable sur base de la poursuite de l'engagement dans une économie de marché ayant en point de mire la réduction de la pauvreté et le soutien au secteur privé.

Sous les trois premières Conventions de Lomé, l'aide de l'UE s'est concentrée sur les secteurs économique, social et minier. Durant cette période l'Union européenne a fourni une assistance aux transports, aux systèmes hydrauliques et d'approvisionnement en eau, contribuant ainsi de manière significative au programme de réhabilitation des infrastructures vitales pour le pays, défini par le gouvernement. Sous Lomé II, 34,5 millions d'Ecus ont été alloués au titre du Sysmin afin d'aider l'entreprise guyanaise de bauxite à maintenir sa capacité productive.

Sous Lomé IV, la réhabilitation de l'infrastructure économique a encore été le premier secteur prioritaire d'intervention: 85% des 32,8 millions d'Ecus du Programme Indicatif National (PIN) lui ont été réservés. Ces actions comportaient le soutien à la protection de la mer (12,75 millions d'Ecus), au système d'approvisionnement en eau de New Amsterdam et de Pouderoyen (10,5 millions d'Ecus), à la réhabilitation de pont de port de Demerara (8 millions d'Ecus), ainsi qu'un appui au secteur privé (750 000 Ecus). L'UE contribua également pour 7,8 millions d'Ecus au titre de la Facilité d'ajustement structurel, sous forme de trois Programmes Généraux d'Importation.

Parallèlement à ces actions, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a contribué pour 13,3 millions d'Ecus au titre de capitaux à risques au développement du secteur minier; à la modernisation du réseau d'adduction d'eau et au financement du PME du secteur privé.

En février 1997, le PIN pour le second protocole de Lomé IV (32 millions d'Ecus) fut signé. Tout comme dans les programmes antérieurs, les projets à mettre en œuvre dans ce cadre se concentreront sur la réhabilitation des infrastructures (en particulier les système de «défense contre la mer») et le développement du secteur privé. L'UE a également décidé d'allouer 5,3 millions supplémentaires comme assistance à l'ajustement structurel de la Guyane, cette fois-ci sous la forme de soutien direct au budget via l'initiative pour les pays pauvres les plus endettés.

Le pays bénéficie par ailleurs des protocoles sur le sucre, le rhum et le riz, et réussit particulièrement bien à élever son taux d'exportations de riz vers l'UE ces dernières années.

Les actions menées avec les fonds du budget de l'UE comportent des projets de cofinancement avec les ONG pour les communautés amérindiennes dans l'arrière-pays, des aides alimentaires ainsi que quatre projets liés à l'environnement (création d'une Unité d'Etudes Environnementales à l'Université du Guyana, une étude préparatoire pour une zone protégée dans la région de Rupununi, une étude sur la bio-diversité, ainsi qu'un projet relatif au Iwokrama International Rain Forest Conservation Programme). Quant aux droits de l'homme et à la démocratie, des fonds de l'UE furent alloués pour soutenir les élections générales de 1997 (cartes d'enregistrement des votants).

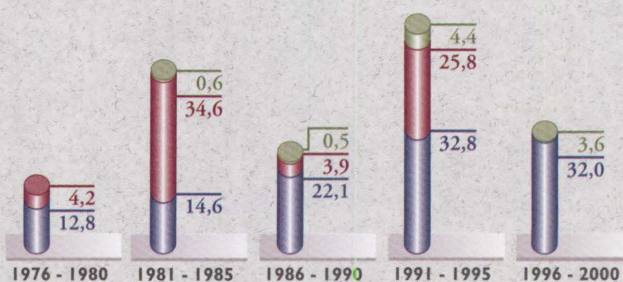
## FED + budget

EDF

+ budget

 dotations en millions d'Ecus  
 allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei  
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)  
rip (envelope for 5 years)



- transport et communications  
transport and communications
- développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SMEs
- secteurs sociaux  
social sectors
- ajustement structurel et appui à la  
balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support





Guyana

G

### Economic indicators

GNP per capita  
559 ECU (1996)

European imports from...  
189 653 300 ECU  
(1997)

Cane-sugar 55%

European Exports to...  
79 125 780 ECU  
(1997)

Debt service / exports  
na/nd (1995)

### Social indicators

Population growth rate  
1% (1996)

Primary schooling rate  
na/nd (1996)

Secondary schooling rate  
73.4% (1996)

Urbanisation rate  
na/nd (1996)

Situated in north-eastern South America, on the Atlantic Ocean, Guyana gained independence in 1966. Inept economic policies in the 1970s led to a decline in productive sectors and to a prolonged recession in the whole economy. The policy of the new government, elected in 1992, and reconfirmed in office in 1997, has been to re-establish sustainable growth on the basis of a continuing commitment to a market-oriented economy, with a focus on poverty alleviation and support for the private sector.

Under the first three Lomé Conventions, European Union assistance concentrated on the economic and social infrastructure and the mining sectors. Over this period, the EU provided assistance to the transport sector and for the repair and extension of hydraulic and water-supply systems. This represented a significant contribution to the Government's key infrastructure rehabilitation programmes. Under Lomé II, ECU 34.5 million was also committed, through the Sysmin instrument, to help the Guyanese bauxite mining enterprise maintain its production capacity.

Under Lomé IV, rehabilitation of economic infrastructure has continued to be the main priority for EU intervention, with 85% of the ECU 32.8 million National Indicative Programme set aside for this. Actions have included support for the vital sea defence programme (ECU 12.75 million), water supply systems in New Amsterdam and Pouteroyen (ECU 10.5 million), rehabilitation of the Demerara harbour bridge (ECU 8 million), and assistance to the private sector (ECU 750,000). The EU also contributed ECU 7.8 million under the IMF's Structural Adjustment Facility for Guyana in the form of three General Import Programmes.

In parallel with these operations, the European Investment Bank has provided ECU 13.3 million of risk capital to help develop the mining sector, modernise parts of the water supply network and for funding SMES in the private sector.

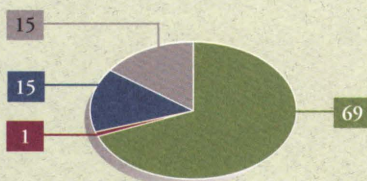
In February 1997, the NIP for the second financial protocol of Lomé IV, amounting to ECU 32 million, was signed. As in the previous programme, the projects to be implemented will concentrate on rehabilitating infrastructure (particularly sea defences) and private sector development. The EU has also decided to grant ECU 5.3 million in further structural adjustment assistance to Guyana, this time in the form of direct budget support under the debt initiative for highly indebted poor countries (HIPC).

Guyana benefits from Lomé's special rice, sugar and rum protocols, and has been particularly successful in increasing its level of rice exports to the EU in recent years.

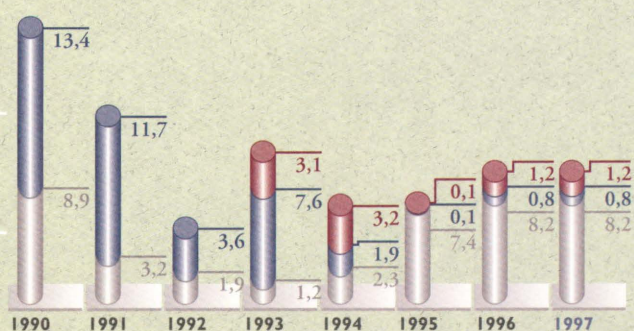
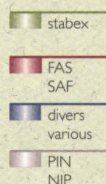
Actions launched with European Union budget funds include NGO co-financed projects for Amerindian communities in the hinterland, food aid, and four projects relating to the environment (establishment of an Environment Study Unit at the University of Guyana, a preparatory study for a protected area in the Rupununi area, a biological diversity study and support for the Iwokrama International Rain Forest Conservation programme). In the field of human rights and democracy, EU funds were provided for voter registration cards in the 1997 general election.

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF

4-5-6-7-8  
paiement par instrument  
payments by instrument







# Haïti

CARAIBES

CARIBBEAN

27 750

7 180 296

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
236 ECU (1996)

Importations européennes  
en provenance de...  
28 391 230 ECU (1997)  
Café 48%

Exportations européennes  
vers...  
96 925 580 ECU (1997)

Service de la dette /  
exportations  
45,2% (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
1,6% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
57% (1996)  
secondaire  
17,5% (1996)

Taux d'urbanisation  
32% (1996)

Situé dans le tiers occidental de l'île d'Hispaniola/Kiskeya, au nord de la Mer des Caraïbes, Haïti a accédé à l'indépendance en 1804. Il figure parmi les pays les plus pauvres du monde, en dépit de richesses et d'atouts potentiels (art et culture, café, bauxite, potentiel touristique).

Haïti a adhéré à la quatrième Convention de Lomé en 1989. Le coup d'Etat de septembre 1991 a entraîné la suspension de la coopération de l'Union européenne avec Haïti (à l'exception des opérations à caractère humanitaire) jusqu'au retour du président élu, Jean-Bertrand Aristide, en octobre 1994. Ce retour a permis la signature du Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV (7ème FED) dès novembre 1994.

La quasi-totalité du PIN du 7ème FED (106 millions d'Ecus) est engagée dans des projets, notamment la réhabilitation de la route nationale 3 de Port-au-Prince à Hinche (40 millions d'Ecus), la réhabilitation d'infrastructures agricoles, routières, éducatives et d'eau potable (25 millions d'Ecus), la réhabilitation de la centrale électrique de Varreux (16 millions d'Ecus), l'appui budgétaire pour l'éducation et la santé (13 millions d'Ecus).

Le PIN du 8ème FED (148 millions d'Ecus) a été signé en avril 1997, concentré sur trois secteurs: l'agriculture (38 millions d'Ecus), les infrastructures routières (47 millions d'Ecus) et la gouvernance (18 millions d'Ecus). En outre 30 millions d'Ecus sont prévus pour l'appui budgétaire à l'éducation et à la santé.

La Facilité à l'Ajustement Structurel (22,8 millions d'Ecus) a complété l'appui budgétaire à l'éducation et à la santé. Des fonds Stabex importants (32 millions d'Ecus) ont également été transférés, qui servent à la réhabilitation des filières café et cacao, des équipements, et à l'appui budgétaire pour l'agriculture. ECHO a fourni 33 millions d'Ecus pour des actions humanitaires, surtout dans le secteur de la santé, depuis le retour du gouvernement légitime. Au début de 1998, ECHO a finalisé ses interventions, qui ont été relayées par la ligne budgétaire «réhabilitation».

En outre, 38 millions d'Ecus ont été prévus pour les interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, dont 8 millions d'Ecus sont déjà engagés pour le financement des PME dans le secteur privé.

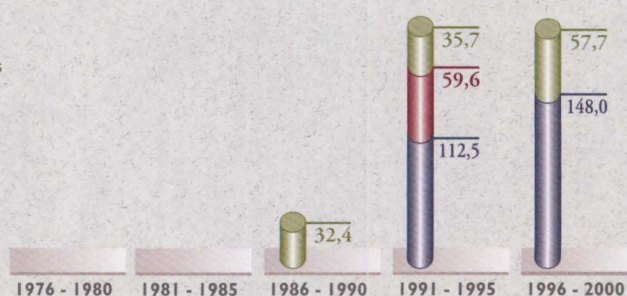
Enfin, comme par le passé, Haïti continuera à bénéficier des autres formes d'aides financées à partir du budget de l'UE telles que la sécurité alimentaire, les programmes de réhabilitation, le soutien à la démocratie et à la promotion des droits de la personne, et le cofinancement des ONG.

En 1997 Haïti a vécu un ralentissement de l'appui international, y inclus le nôtre, à cause du blocage politique (absence d'un Premier ministre et d'un gouvernement).

## FED + budget

EDF dotations en millions d'Ecus  
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei  
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)  
rip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche  
rural development/fishing
- transport et communications  
transport and communications
- développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux  
social sectors
- réhabilitation  
rehabilitation





Haiti

H

### Economic indicators

GNP per capita	236 ECU (1996)
European imports from...	28 391 230 ECU (1997)
Coffee	48%
European Exports to...	96 925 580 ECU (1997)
Debt service / exports	45.2% (1995)

### Social indicators

Population growth rate	1.6% (1995-96)
Primary schooling rate	57% (1996)
Secondary schooling rate	17.5% (1996)
Urbanisation rate	32% (1996)

Located in the northern Caribbean Sea, and occupying the western third of the island of Hispaniola/Kiskeya, Haiti achieved independence in 1804. It is one of the poorest countries in the world, despite its potential resources and assets (coffee, bauxite, sisal, tourism, art and culture, human resources).

Haiti became a member of the Lomé IV in 1989. The September 1991 coup led to the suspension of European Union cooperation with Haiti (except for humanitarian operations), until the return of elected president Jean-Bertrand Aristide in October 1994. His return to power led to the signature of the Lomé IV National Indicative Programme (7th EDF) in November 1994.

Almost all of this NIP (ECU 106 million) has been committed, notably on the upgrading of National Road 3 from Port-au-Prince to Hinche (ECU 40 million), the rehabilitation of agricultural, road, education and drinking-water infrastructures (ECU 25 million), the rehabilitation of the Varreux electricity power station (ECU 16 million) and budgetary support for education and health (ECU 13 million).

The 8th EDF NIP (ECU 148 million), signed in April 1997, focuses on three sectors: agriculture (ECU 38 million), road infrastructure (ECU 47 million) and good governance (MECU 18). In addition, ECU 30 million is foreseen for budgetary support to the health and education sectors.

A further ECU 22.8 million from the structural adjustment facility has already provided budgetary support to health and education. Significant Stabex transfers (ECU 32 million) have also gone to Haiti to assist the modernisation of the cocoa and coffee industries and as budgetary support to agriculture. Since the return of a legitimate regime, ECHO has provided ECU 33 million in humanitarian aid, especially in the health sector. At the beginning of 1998, ECHO wound up its activities in Haiti, some of which have been taken up, where necessary, by the 'rehabilitation' budget line.

In addition, some ECU 38 million in risk capital has been pledged by the European Investment Bank of which ECU 8 million is for the funding of private sector SMEs.

As in the past, Haiti will continue benefiting from other forms of aid financed under the EU's general budget such as for food security, rehabilitation programmes, support for democratisation, promotion of human rights and cofinancing with NGOs.

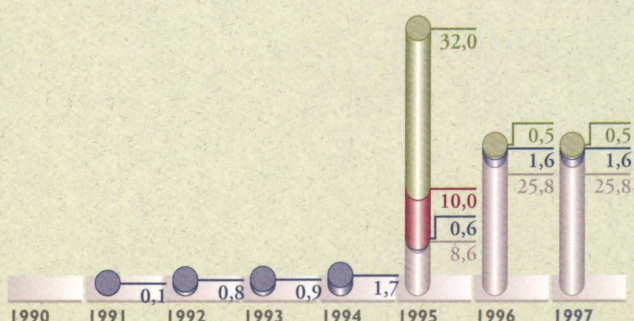
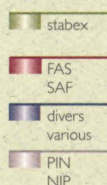
In 1997, there was a slowdown in support for Haiti from the international community, as a result of the difficult political situation (lack of a Prime Minister and government).

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument








# Jamaica

CARAIBES

CARIBBEAN

KM<sup>2</sup> 10 990  
 2 530 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
1 276 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...  
462 543 190 ECU (1997)  
Corindon artificiel 49%

Exportations européennes vers...  
310 359 340 ECU (1997)

Service de la dette / exportations  
17,9% (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population  
0,8% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire  
na/nd (1996)  
secondaire  
69,6% (1996)

Taux d'urbanisation  
54% (1996)

La Jamaïque est l'un des plus grands Etats insulaires de la Mer des Caraïbes. Indépendant depuis 1962, le pays est une démocratie parlementaire. Les dernières élections eurent lieu en 1997.

L'économie est basée sur trois secteurs clés: le tourisme, la bauxite et la production agricole. La Jamaïque a de bons résultats dans plusieurs indicateurs sociaux tels que l'espérance de vie, l'alphabétisation et la scolarisation.

Après la forte croissance des années 60 et du début des années 70, le pays a dû faire face à des problèmes après le premier choc pétrolier. En 1980, les finances publiques et la balance extérieure des paiements étaient en fort déséquilibre, ce qui a mené à des programmes d'ajustement structurel développés par les institutions de Bretton Woods. Les années 80 et le début des années 90 furent le théâtre de réformes économiques majeures, dont la libéralisation de l'économie, mais les problèmes sociaux se sont aggravés. En 1993-1996, le budget du gouvernement était en surplus, les réserves de devises s'étant rapprochées des 600 millions de dollars, ou quelque trois mois d'importation. Cependant, la croissance économique reste difficile, le chômage élevé et le secteur financier en crise.

La pauvreté est actuellement le problème social le plus urgent. Le gouvernement a adopté un programme national d'éradication de la pauvreté en 1996.

Sous Lomé IV, la plus grande partie des fonds programmés au titre du premier Protocole financier (7ème FED) ont été consacrés au développement agricole et rural et aux infrastructures. Le PIN de 49,7 millions d'Ecus comprenait plusieurs projets en matière d'adduction d'eau et d'égouts, de promotion du commerce et de l'investissement, de développement rural et d'appui au crédit au secteur privé. L'appui aux réformes structurelles du pays s'est, par ailleurs, élevé à 7,1 millions d'Ecus, dont 2,5 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et plus de 4,6 millions provenant du PIN. Une contribution supplémentaire au titre du Sysmin de 25 millions d'Ecus fut également allouée en 1994 pour la diversification économique.

Le PIN se référant au 8ème FED comprend un montant de 60 millions d'Ecus, lequel sera attribué à la réduction de la pauvreté et au développement des infrastructures.

Par le passé, la BEI avait contribué au financement de projets dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et des PME, pour un montant de 105 millions d'Ecus sur ses ressources propres et de 5 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques.

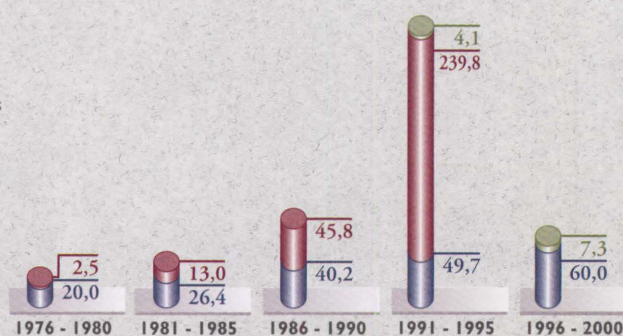
Au plan commercial, trois produits clés vitaux pour les petits paysans et travailleurs ruraux du pays – banane, sucre et rhum – bénéficient de conditions préférentielles d'accès au marché européen prévues dans les Protocoles spéciaux de la Convention de Lomé.

La Jamaïque figure aussi parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (10,8 millions d'Ecus déjà engagés). D'importants projets environnementaux, notamment pour la protection des récifs coralliens sont financés sur des lignes budgétaires de l'UE et de nombreuses ONG participent aux actions de développement communautaire et de lutte contre la pauvreté.

## FED + budget

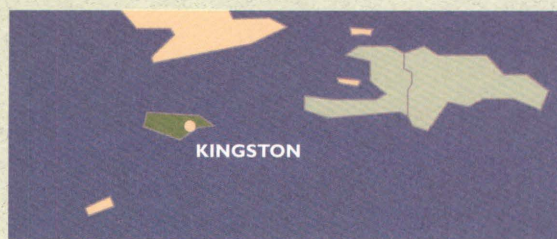
dotations en millions d'Ecus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche  
rural development/fishing  
transport et communications  
transport and communications  
développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SME's  
secteurs sociaux  
social sectors  
ajustement structurel et appui à la balance des paiements  
structural adjustment and balance of payments support





Jamaica

J

### Economic indicators

GNP per capita  
1 276 ECU (1996)

European imports from...  
462 543 190 ECU  
(1996)

Synthetic corundum  
49%

European Exports to...  
310 359 340 ECU  
(1997)

Debt service / exports  
17.9% (1995)

### Social indicators

Population growth rate  
0.8% (1995-96)

Primary schooling rate  
na/nd (1996)

Secondary schooling rate  
69.6% (1996)

Urbanisation rate  
54% (1996)

Jamaica is the third largest Caribbean island. Independent since 1962, it is a parliamentary democracy. The last general election took place in December 1997.

The economy is founded on three main sectors: tourism, bauxite and agriculture. Jamaica scores well in key social indicators such as life expectancy, schooling and literacy rates.

After relatively high growth in the 1960s and early 1970s, the country was confronted with problems following the first oil shock. By 1980, the public finances and external accounts were in severe disequilibrium. This led to structural adjustment programmes developed in conjunction with the Bretton Woods institutions. The 1980s and early 1990s saw major economic reforms being implemented, as the economy was liberalised, but social problems worsened. The government budget was in surplus in 1993-96, and net international reserves increased to more than US\$600 million, or some three months of imports. However, economic growth remains sluggish, unemployment is high and the financial sector is in crisis.

Poverty and crime remain the most urgent social problems. The government embarked on a National Poverty Eradication Programme in 1996.

Under Lomé IV (first financial protocol - 7th EDF), the bulk of programmed funds are devoted to infrastructure, the environment and rural development. The NIP of ECU 49.7 million includes several projects in water and sewage, road transport, trade and investment promotion, rural development and credit support to the private sector. Support for the country's structural reforms amounted to ECU 7.1 million, including ECU 2.5 million under the Structural Adjustment Facility and more than ECU 4.6 million from the NIP. A major Sysmin contribution of ECU 25 million was also allocated in 1994 for economic diversification.

The NIP under Lomé IV's second financial protocol (8th EDF) earmarks ECU 60 million, which is to be concentrated on poverty alleviation and infrastructure development.

In the past, the EIB contributed to financing of projects in the energy, telecommunications, port and SME sectors, with ECU 105 million from its own resources and ECU 5 million in the form of risk capital.

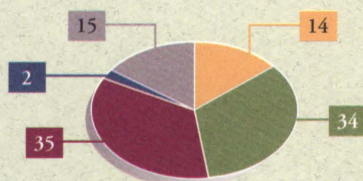
As regards trade, three key products that are vital to small farmers and rural communities – bananas, sugar and rum – benefit from Lomé's special protocols, which guarantee preferential access to the European market.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers, introduced in 1994, is helping to improve productivity and quality in the Jamaican industry (ECU 10.8 million).

The EC budget is financing important environmental projects, notably in coral reef protection, and a number of NGO actions in community development and poverty alleviation.

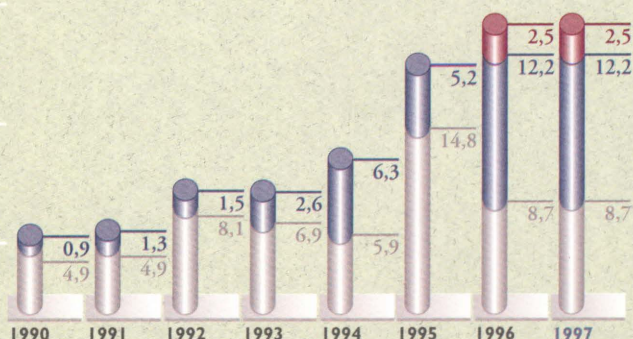
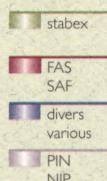
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







# Kenya

AFRIQUE DE L'EST ET  
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND  
HORN OF AFRICA

**KM<sup>2</sup>** 580 370

30 522 301

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
**260 ECU (1996)**

Importations européennes  
en provenance de...

**818 571 170 ECU (1997)**

Café, thé **47%**

Exportations européennes  
vers...

**906 289 230 ECU (1997)**

Service de la dette /  
exportations

**25,7% (1995)**

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population

**2,5% (1995-96)**

Taux de scolarisation  
primaire

**95,1% (1996)**

secondaire

**22,7% (1996)**

Taux d'urbanisation

**30% (1996)**

Le Kenya, dont le relief s'élève progressivement de l'Océan Indien jusqu'à 1700 mètres d'altitude vers Nairobi, est constitué au nord et au nord-est de régions arides et semi-arides. La richesse agricole s'étend sur un quart du pays.

La sécurité alimentaire, les exportations agricoles et les services constituent la base du développement économique que le pays a connu à la suite de son accession à l'indépendance en 1963. Compte tenu de la dégradation de la situation économique à la fin des années 80, le Kenya a adopté un programme de réformes qui a bénéficié d'une assistance extérieure jusqu'en 1991. Cette assistance a été suspendue faute de progrès suffisants en matière politique et économique et n'a pas encore été reprise.

Un système de multipartisme a été néanmoins instauré et des élections ont été récemment organisées en 1997. De nombreux partis politiques sont actuellement représentés au Parlement. Ces élections ont malheureusement été précédées de violence et de morts, principalement sur la côte. Cela a entraîné une baisse de 11,6% des recettes du tourisme en 1997 en comparaison avec 1996 (22,6 Kshillings), et ce au détriment du peuple eu égard à l'importance du secteur pour le pays qui représentait 16% des rentrées de devises en 1997. Par ailleurs, l'inondation causée par El Niño fin 1997 est à l'origine de morts humaines et animales, de destruction des cultures, des maisons et des routes, ainsi que d'attaques de maladie.

L'aide de l'Union européenne a débuté en 1975. Dans le cadre du Programme indicatif national de Lomé IV révisée (140 millions d'Ecus), la priorité a été donnée à la réhabilitation de l'infrastructure économique du pays, à la protection de l'environnement et à la conservation du patrimoine culturel, au développement du secteur privé et des ressources humaines, et à l'amélioration des institutions et de la gouvernance du Kenya.

Le PIN du 8ème FED (160 Millions d'Ecus) a été signé le 31 janvier 1997 et s'oriente vers le renforcement du secteur de la productivité et du développement social.

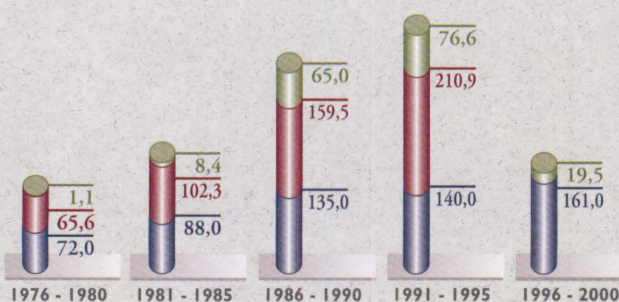
Les transferts au titre du Stabex, qui couvrent le secteur du café, ont contribué au soutien à l'agriculture et au développement rural, notamment les routes en zones rurales et l'électrification des unités de torréfaction. Des aides humanitaires et alimentaires, de l'ordre de quelques 4,285 millions d'Ecus, ont été également fournies aux victimes d'inondations dues à El Niño. Le Kenya bénéficie des fonds d'aide régionale de l'Afrique de l'Est, en majeure partie destinés à l'infrastructure routière et aux programmes agricoles.

La Banque européenne d'investissement a financé à hauteur de 46 millions d'Ecus des projets au Kenya dans divers secteurs, notamment celui de l'énergie, de 1996 à 1998.

## FED + budget

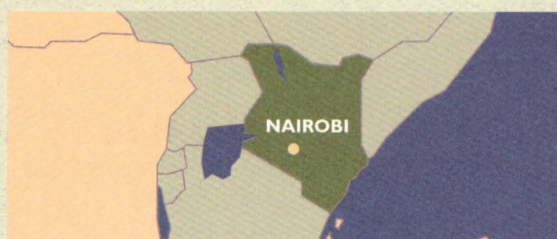
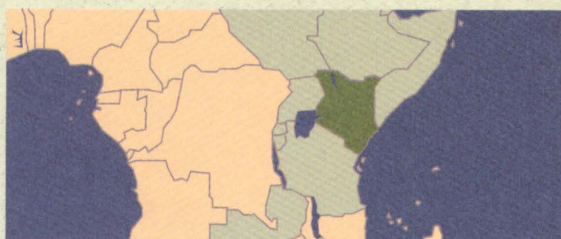
dotations en millions d'Ecus  
allocations in ECU million

budget  
 autres fed + bei  
others fed + eib  
 pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



environnement  
environment  
 développement rural/pêche  
rural development/fishing  
 secteurs sociaux  
social sectors  
 ajustement structurel et appui à la  
balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support  
 autres  
others





Kenya **K**

**Economic indicators**

GNP per capita	260 ECU (1996)
European imports from...	818 571 170 ECU (1997)
Coffee, tea	47%
European Exports to...	906 289 230 ECU (1997)
Debt service / exports	25.7% (1995)

**Social indicators**

Population growth rate	2.5% (1995-96)
Primary schooling rate	95.1% (1996)
Secondary schooling rate	22.7% (1996)
Urbanisation rate	30% (1996)

Kenya is made up of semi-arid regions in the north and east, with a relief rising from the Indian Ocean to 1700 metres. Agricultural wealth is concentrated in one quarter of the country.

Following independence in 1963, economic development was based on food security, agricultural exports and services. Owing to the worsening economic situation in the late 1980s, Kenya adopted a programme of reforms which were supported by external assistance until 1991. The assistance was suspended in that year due to the lack of progress in economic and political fields and has not yet been reinstated.

A multi-party system has nevertheless been introduced and elections were held most recently in 1997. A variety of political parties are currently represented in Parliament. Unfortunately, these elections were preceded by violence and deaths, principally on the coast. This cut back tourism earnings in 1997 by 11.6 % compared with 1996 to 22.6 K shillings, with serious results for the population in view of the importance of the sector which accounted for 16% of foreign exchange earnings in 1997. Compounding the country's problems, the flooding caused by El Niño at the end of 1997 caused the deaths of both humans and livestock, destruction of crops, homes and roads, as well as the onset of disease.

European Union assistance has been ongoing since 1975. The ECU 140 million revised Lomé IV National Indicative Programme (NIP), has given priority to rehabilitation of the country's economic infrastructure, conservation of the country's natural and cultural assets, development of the private sector and Kenya's human resources and to improving the institutional and governance framework.

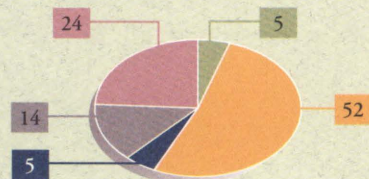
The ECU 161 million NIP signed on 31<sup>st</sup> January 1997, concentrates on strengthening the productive sector and social development.

Assistance to agriculture and rural development was also being provided through important Stabex transfers targeted at the coffee sector; in particular rural roads and electrification of coffee factories. Significant food and humanitarian aid was also provided, notably some ECU 4.285 million for the victims of the floods caused by the El Niño rains. Kenya continues to benefit from regional funds for East Africa, in particular for road infrastructure and agricultural programmes.

The EIB loaned some ECU 46 million to Kenya 1996-1998, for projects in various sectors, notably energy.

FED EDF

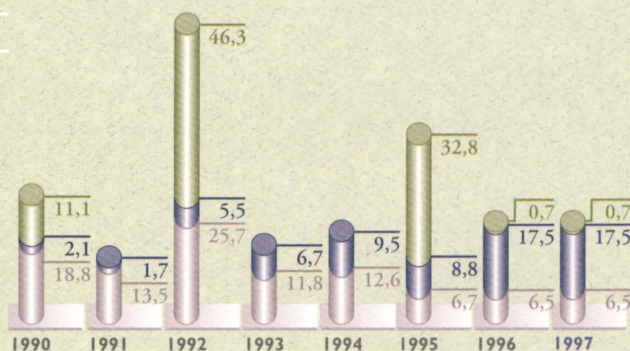
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







# Kiribati

PACIFIQUE

PACIFIC

KM²

730



79 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
685 ECU (1996)

Importations européennes  
en provenance de...

293 420 ECU (1997)

Fibres ..... 41%

Exportations européennes  
vers...

1 744 580 ECU (1997)

Service de la dette /  
exportations

na/nd (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population

1,3% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Indépendant depuis 1979, Kiribati est composé de trente-trois îles coralliennes éparpillées sur une surface de 3,6 millions de km<sup>2</sup> au centre de l'océan Pacifique.

Le manque de ressources naturelles, particulièrement forestières, minérales et d'eau potable figurent parmi les handicaps majeurs auxquels se heurte le développement de Kiribati. Les mauvaises conditions d'exploitation des sols limitent les possibilités de développement agricole et l'archipel est de plus exposé à des périodes de sécheresse. Les vastes distances séparant les différentes îles sont source de grandes difficultés en ce qui concerne l'administration et les communications. Le rythme de croissance de la population constitue également un autre aspect problématique ainsi que le manque de main-d'œuvre qualifiée.

L'aide de l'Union européenne à Kiribati a démarré lorsque l'île a rejoint le Groupe des pays ACP en 1979, au cours de la période d'application de la première Convention de Lomé. De Lomé I à Lomé III, les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), qui se sont élevés à près de 20 millions d'Ecus, ont été centrés sur un certain nombre de projets significatifs: la réhabilitation du réseau téléphonique, la fourniture de bateaux de pêche au thon, ainsi que la poursuite du développement des télécommunications.




Dans le cadre de la quatrième Convention de Lomé (1991-1995), Kiribati a disposé de 6 millions d'Ecus au titre du PIN, et 1 million d'Ecus fut également prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques. Le PIN pour Kiribati se référant au second Protocole financier de Lomé IV fut signé en avril 1997. Un montant indicatif de 8,5 millions d'Ecus est mobilisable, uniquement sous forme de don. En outre, la BEI a indiqué qu'un million supplémentaire serait disponible.

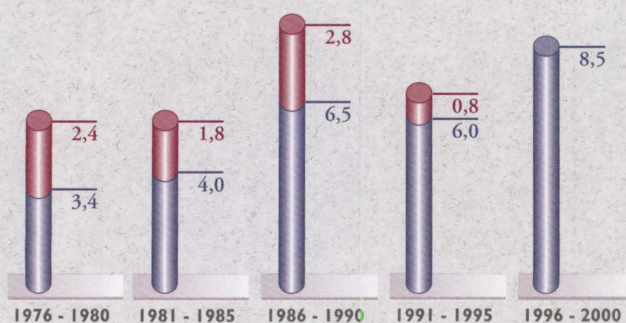
Le pays a soigneusement équilibré sa stratégie de développement entre le soutien aux infrastructures de base et l'appui aux secteurs productifs. Ainsi, sous Lomé IV, les secteurs de concentration de l'aide sont le développement de l'exploitation des ressources naturelles, les transports et communications, la formation, ainsi que l'environnement. En ce qui concerne le domaine des ressources naturelles, la priorité a été donnée à l'exploitation des ressources halieutiques non-traditionnelles, telles que les algues. Les projets envisagés dans le secteur des communications visent à maintenir et à améliorer les liaisons avec les îles de la Ligne Nord et la vaste région du Pacifique. De plus, un programme de formation intégrée a été lancé pour fournir une main-d'œuvre suffisante et appropriée dans les secteurs économiques et sociaux majeurs.






Par ailleurs, depuis Lomé I, Kiribati a reçu des transferts au titre du Stabex pour un montant s'élevant à 7 millions d'Ecus pour le coprah, dont 625.000 Ecus durant les quatre premières années d'application de Lomé IV.

## FED + budget

dotations en millions d'Ecus  
allocations in ECU million

-  budget
-  autres fed + bei  
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



-  environnement  
environment
-  développement rural/pêche  
rural development/fishing
-  transport et communications  
transport and communications
-  secteurs sociaux  
social sectors
-  autres  
others





**Kiribati** **K**

Economic indicators	
GNP per capita	685 ECU (1996)
European imports from...	293 420 ECU (1997)
Man-made filaments	41%
European Exports to...	1 744 580 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)
Social indicators	
Population growth rate	1.3% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

An independent country since 1979, Kiribati comprises 33 coral islands which are dispersed over 3.6 million km<sup>2</sup> in the central Pacific Ocean.

Amongst the major constraints on development in Kiribati is the lack of natural resources such as forests, minerals or fresh water. Very poor soil conditions limit agricultural development, and the archipelago is also exposed to periodic drought. The huge distances between the country's islands create severe administrative and communication difficulties. Population growth is also another source of concern, as is the shortage of a skilled workforce.

European Union assistance to Kiribati began when the country joined the ACP Group in 1979 during the first Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, National Indicative Programmes funds allocated amounted to ECU 20 million, with a focus on a number of major projects: rehabilitation of the telephone network, provision of tuna fishing vessels and further telecommunications development.

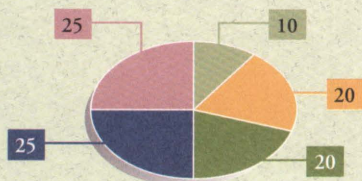
Under the First Financial Protocol of Lomé IV (7th EDF), ECU 6 million has been made available to Kiribati within the NIP, with ECU 1 million being earmarked through the European Investment Bank in the form of risk capital. The NIP for Kiribati under the Second Financial Protocol was signed in April 1997. This contains an indicative amount of ECU 8.5 million, all of which is in grant form, while the EIB envisages the sum of ECU 1 million in loan funds.

The country has been carefully balancing its development strategy between infrastructure development and productive activities. The main sectors of intervention under Lomé IV are therefore the development of natural resource exploitation, transport and communications, training and the environment. In the natural resources area, priority is given to the exploitation of non-traditional marine resources such as seaweed. Projects in the communications sector are geared to maintaining and improving air links with the Northern Line Islands and the wider Pacific region. In addition, an integrated training programme has been launched to provide the country's key economic and social sectors with sufficient and appropriately skilled manpower.

Since Lomé I, Stabex transfers amounting to ECU 7 million have been allocated in respect of co-pira. Of this total sum, ECU 625,000 was transferred during the first four years of Lomé IV.

**FED  
EDF**

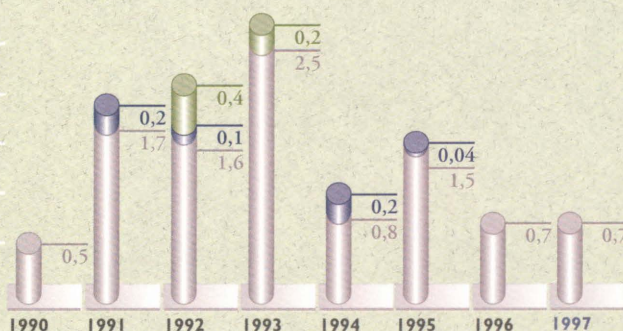
**répartition sectorielle du PIN**  
en % de la dotation totale  
**sectorial breakdown of NIP**  
% of the total envelope



**FED  
EDF**

**4-5-6-7-8**

paiement par instrument  
payments by instrument







# Lesotho

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM<sup>2</sup>

30 350



1 977 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
528 ECU (1996)

Importations européennes  
en provenance de...

45 918 840 ECU (1997)

Diamants 90%

Exportations européennes  
vers...

18 391 320 ECU (1997)

Service de la dette /  
exportations  
6% (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,1% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
na/nd (1996)

secondaire  
24% (1996)

Taux d'urbanisation  
25% (1996)

Indépendant depuis 1966, le Lesotho, petit pays montagneux entièrement enclavé dans la République sud-africaine, est membre de l'Union Douanière de l'Afrique Australe (SACU) et de la Zone Monétaire Commune (CMA).

Comme un bon nombre de pays de la région, le Lesotho est traditionnellement dépendant du commerce et du marché de l'emploi sud-africains, les transferts financiers d'environ 120.000 nationaux employés dans le secteur minier sud-africain représentent 40% du PNB du pays. Les cultures de base poussent sur les basses terres arables (9% de la surface totale), alors que les ovins et les caprins représentent l'activité principale en montagne. Le tissu industriel primaire du pays, relativement étroit, s'est développé depuis les années 1980.

Le commerce du Lesotho avec l'Union européenne est limité; il représente 20% de ses exportations (principalement de la laine, du mohair, des produits manufacturés) et 3% de ses importations.

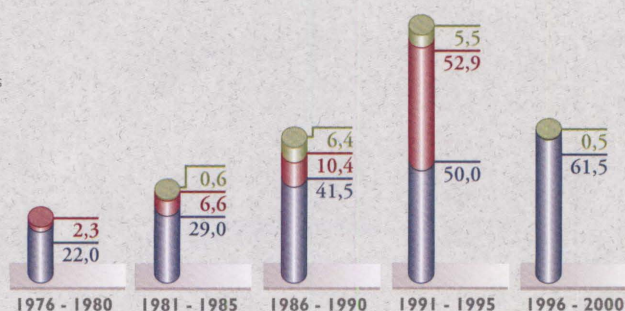
L'aide de l'Union européenne sous les Conventions de Lomé s'est concentrée sur le soutien au projet hydraulique dans la haute région montagneuse du pays. Plus récemment, sous Lomé IV (dont le Programme Indicatif National s'élève à 48,4 millions d'Ecus), le projet hydroélectrique de Muela (destiné à assurer une source domestique d'approvisionnement en électricité) a bénéficié d'un appui important (dont 34 millions d'Ecus financés à partir du Programme Indicatif National, 10 millions d'Ecus à partir du Programme Indicatif Régional de l'Afrique Australe et 20 millions d'Ecus de la Banque Européenne d'Investissement, dont 5 millions sur ses ressources propres et 15 millions au titre des capitaux à risques. L'eau représente en effet la seule ressource naturelle jusqu'à présent inexploitée et va par conséquent faire l'objet de travaux d'adduction en vue d'être exportée vers la République sud-africaine.

Le PIN pour le Lesotho au titre du 8<sup>ème</sup> FED inclut une enveloppe financière de 61,5 millions d'Ecus, visant à soutenir des projets dans les domaines de l'infrastructure routière, de l'adduction d'eau, du développement rural, de la santé ainsi que d'autres secteurs sociaux. Les fonds de contrepartie qui furent générés par les ressources allouées au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel de Lomé IV (18,8 millions d'Ecus) ont été utilisés pour appuyer des interventions dans les secteurs sociaux.

## FED + budget

dotations en millions d'Ecus  
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei  
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)  
rip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche  
rural development/fishing
- secteurs sociaux  
social sectors
- autres  
others





Lesotho

L

### Economic indicators

GNP per capita  
528 ECU (1996)

European imports from...  
45 918 840 ECU  
(1997)

Diamonds 90%

European Exports to...  
18 391 320 ECU  
(1997)

Debt service / exports  
6% (1995)

### Social indicators

Population growth rate  
2.1% (1995-96)

Primary schooling rate  
na/nd (1996)

Secondary schooling rate  
24% (1996)

Urbanisation rate  
25% (1996)

Independent since 1966, Lesotho is a small, mountainous and landlocked country entirely surrounded by the Republic of South Africa. It is a member of the Southern African Customs Union (SACU) and the Common Monetary Area (CMA).

Like many countries in the region, Lesotho has traditionally depended on South Africa for trade and employment, remittances by 120,000 national workers employed in South Africa's mines accounting for 40% of the country's GNP. Staple food is grown on the lower arable lands (9% of the total area), while sheep and cattle farming are the main activities in the higher lands. The small industrial base of the country has expanded since the 1980s.

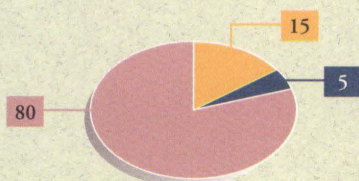
Lesotho's trade with the European Union is limited: 20% of its exports (mainly wool, mohair and manufactured products) and 3% of its imports.

European assistance under the Lomé Conventions has been concentrated on support to the Lesotho Highlands Water Project. More recently, under the first financial protocol of Lomé IV (National Indicative Programme of ECU 48.4 million), the Muela Hydroelectric Power Project, which will generate electricity for domestic consumption, benefited from substantial support (ECU 34 million from the National Indicative Programme, ECU 10 million from the regional indicative programme for Southern Africa and ECU 20 million from the European Investment Bank comprising ECU 5 million from own resources and ECU 15 million in risk capital). Water is Lesotho's only hitherto unexploited resource, and will thus be developed for sale to South Africa.

The NIP for Lesotho under the 8th EDF includes a financial envelope of ECU 61.5 million to support projects in road infrastructure, water supply, rural development, and the health and social sectors. Counterpart funds generated by the resources allocated under the Lomé IV Structural Adjustment Facility (ECU 18.8 million) have been used to support intervention in the social sectors.

FED  
EDF

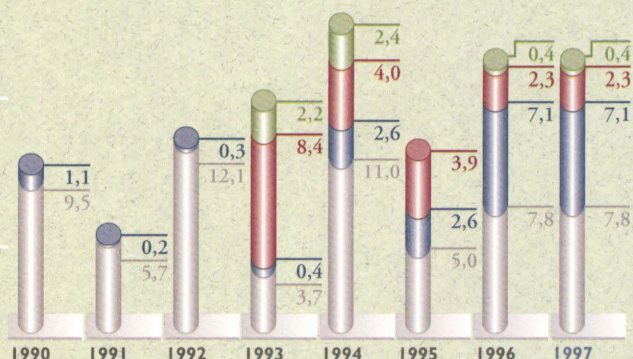
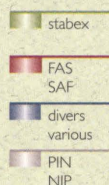
répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







# Liberia

AFRIQUE SAHELIENNE ET  
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL  
WESTERN AFRICA

KM<sup>2</sup> 97 750

2 759 714

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
na/nd (1996)

Importations européennes  
en provenance de...  
432 601 000 ECU (1997)  
Diamants 67%

Exportations européennes  
vers...  
537 718 750 ECU (1997)

Service de la dette /  
exportations  
na/nd (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
3% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
na/nd (1996)  
secondaire  
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation  
na/nd (1996)

Situé en Afrique de l'Ouest, en bordure de l'océan Atlantique, et entouré par la Sierra Leone, la Guinée et la Côte d'Ivoire, le Libéria est un pays fertile doté de ressources naturelles considérables, en particulier le caoutchouc, minerai de fer, forêts et métaux précieux.

Le Libéria est resté politiquement stable depuis sa création, en 1847, jusqu'en 1981. Samuel Doe accéda au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat et fut renversé à l'issue d'une violente guerre civile, qui débuta fin 1989. Après sept ans d'hostilités, les efforts déployés par les pays voisins, sous l'égide de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS), ont abouti aux Accords de Paix d'Abuja. Les soldats des forces armées limitrophes ont formé une faction pour le maintien de la paix ECOMOG (Groupe de surveillance de l'ECOWAS), dont la logistique et le ravitaillement ont été conjointement assurés par les Etats membres de l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis. L'actuel président Charles Taylor est seul garant du retour à une paix durable et à la stabilité. Il a été élu à une majorité écrasante (75%) lors de l'élection présidentielle de juillet 1997, déclarée libre et juste par la Communauté internationale.

Le Libéria a été ravagé par ces années de conflits. Les affaires politiques, économiques et sociales ont été suspendues. Un tiers de la population (2,5 millions) a demandé l'asile politique aux pays voisins, un autre tiers ayant été localement déplacé. Le rapatriement et le relogement de cette population figurent dès lors au calendrier des priorités du nouveau gouvernement. Un Programme de reconstruction nationale est en préparation et des négociations ont été engagées avec la communauté donatrice pour une assistance à long terme. Les investisseurs du secteur privé retournent progressivement au pays, malgré la nécessité de progresser dans l'édification d'un cadre légal et de structures administratives pour attirer des investisseurs potentiels.

Depuis 1990, l'UE a versé 200 millions d'Ecus au titre de la réhabilitation et d'une action humanitaire en faveur des victimes de la guerre, de façon neutre et équitable. Un programme pour faciliter la réinsertion des « anciens combattants » a été lancé. L'assistance quant à la procédure électorale a été généreusement fournie en matière technique et financière.

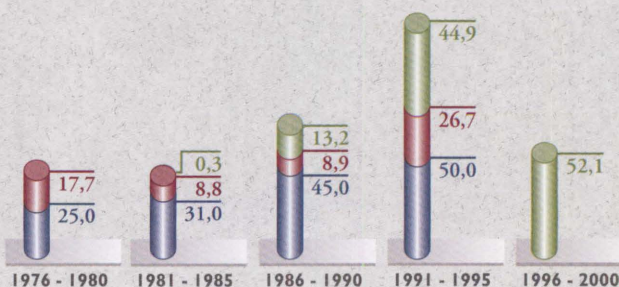
La stratégie politique de l'aide en faveur du Libéria vise au maintien du processus de paix et à la réinstallation de la population disséminée. De grands efforts ont été également faits pour renforcer l'appareil institutionnel en tant que service public. Un dialogue constructif a été engagé avec le nouveau gouvernement pour instaurer une bonne gouvernance, garantir le respect de la loi et des droits de l'homme. L'établissement du Second programme de réhabilitation (29 millions d'Ecus) du Liberia, approuvé en mars 1998, est la priorité de l'année.

La finalisation du Programme Indicatif National, couvrant l'utilisation des fonds disponibles sous les 7ème et 8ème Fonds européens de développement (FED), est souhaitée avant fin 1998.

## FED + budget

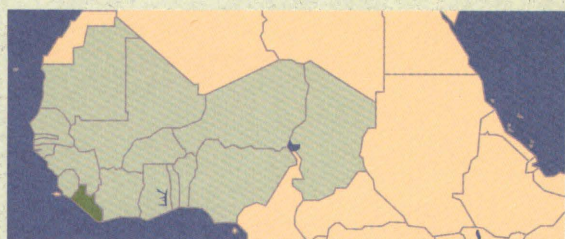
dotations en millions d'Ecus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche  
rural development/fishing  
développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SME's  
autres  
others





Liberia

L

### Economic indicators

GNP per capita  
na/nd (1996)

European imports from...  
432 601 000 ECU  
(1997)

Diamonds 67%

European Exports to...  
537 718 750 ECU  
(1997)

Debt service / exports  
na/nd (1995)

### Social indicators

Population growth rate  
3% (1995-96)

Primary schooling rate  
na/nd (1996)

Secondary schooling rate  
na/nd (1996)

Urbanisation rate  
na/nd (1996)

Situated in West Africa on the Atlantic, with Sierra Leone, Guinea and Côte d'Ivoire as neighbours, Liberia is a fertile country with considerable natural resources especially rubber, iron ore, forestry and precious metals.

Liberia remained politically stable from its establishment in 1847 until 1981. Power was then seized in a coup by Master Sergeant Doe. His administration was overthrown in a bitter civil war which started at the end of 1989. After seven years of fighting, strenuous efforts by neighbouring states, working under the auspices of the Economic Community of West African States (ECOWAS), resulted in the Abuja Peace Accords. An effective peace-keeping force ECOMOG (ECOWAS monitoring Group) was mobilised composed of soldiers from the armed forces of neighbouring countries and supported by logistics and equipment provided by EU Member States and the United States. Hopes for a return to permanent peace and stability now lie in the government of President Charles Taylor. He was elected with an overwhelming majority (75%) in elections held in July 1997. The poll was declared by the international community to have been free and fair.

Liberia has been devastated by the years of conflict. All normal political, economic and social activity ceased. A third of the population of 2.5 million fled as refugees into neighbouring countries while another third was internally displaced. Repatriation and resettlement programmes are therefore a priority for the new government. A National Reconstruction Programme has been prepared and negotiations have started with the donor community for long term assistance for the country. Private sector investors are gradually returning, though much progress needs to be made to put in place the necessary administrative and legal framework to encourage serious private sector investment.

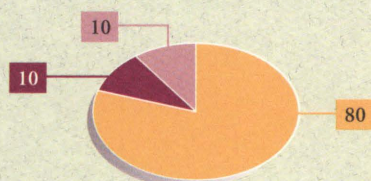
Since 1990, the EU has provided more than ECU 200 million in humanitarian and rehabilitation assistance to the victims of the conflict on all sides, in a balanced and neutral manner. A major 'Jobs for guns' programme was implemented to facilitate the re-integration of ex-combatants. Considerable financial and technical assistance was also provided to support the electoral process.

Strategic objectives in EU aid policy in Liberia now focus on assistance in consolidating the peace process and in the resettlement of internally and externally displaced people. Major efforts are also being made to strengthen government institutions so as to restore local capacity to provide services to the people. A constructive dialogue has begun with the new government to assist in the achievement of high standards of good governance and respect for the rule of law and human rights. The implementation of the Second Rehabilitation Programme (ECU 29 million), approved in March 1998, is a priority.

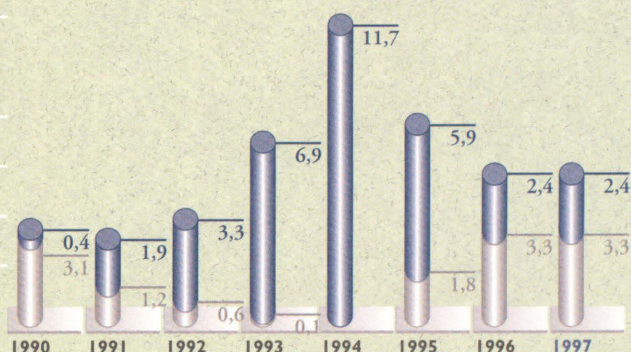
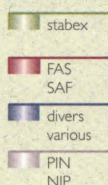
It is hoped that a National Indicative Programme covering the use of resources available under the 7th and 8th European Development Funds can be finalised before the end of 1998.

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







# Madagascar

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

KM<sup>2</sup> 587 040  
 14 155 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
**189 ECU (1996)**

Importations européennes  
 en provenance de...  
**414 532 240 ECU (1997)**  
 Vêtements **39%**

Exportations européennes  
 vers...  
**319 442 410 ECU (1997)**

Service de la dette /  
 exportations  
**9,2% (1995)**

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
 de la population  
**3% (1995-96)**

Taux de scolarisation  
 primaire  
**92,3% (1996)**  
 secondaire  
**13,2% (1996)**

Taux d'urbanisation  
**27% (1996)**

Cinquième île du monde de par sa taille, indépendante depuis 1960, Madagascar bénéficie de conditions géographiques et climatiques variées et dispose d'une richesse en ressources naturelles qui constituent des atouts pour son développement.

Le PIN de Lomé IV, qui s'élève à 130 millions d'Ecus, maintient deux grands secteurs d'intervention, donnant la première priorité aux transports et communications (routes et aéroports), le développement rural (sécurité alimentaire, diversification de la production, appui aux organisations paysannes) passant au second rang. Un accent plus important que par le passé a été mis sur l'appui aux secteurs sociaux, particulièrement en ce qui concerne la valorisation des ressources humaines et une attention particulière est apportée à l'appui au secteur privé. Le PIN de Lomé IV bis met à la disposition de Madagascar quelques 188,5 millions d'Ecus (une augmentation de 45% par rapport au PIN précédent). Les priorités de ce nouveau PIN sont semblables à celles du précédent. En dehors des fonds programmes, Madagascar a bénéficié de transferts au titre du Stabex plus de 70 millions d'Ecus jusqu'à présent, depuis Lomé I, pour compenser des pertes de recettes à l'exportation notamment du café, de la vanille et du girofle. Sur financement du budget de l'Union Européenne, l'île s'est vue allouer une aide de 1,2 million d'Ecus destinée à soutenir le processus démocratique, et plus de 39 millions d'Ecus sous la forme d'aides alimentaires sur la période 1976-1994.

Deux faits marquants sont à signaler au cours de la période récente. Le premier c'est, en 1996, la reprise des relations de Madagascar avec la communauté financière internationale sous la forme d'un programme de réformes économiques soutenu par les Institutions de Bretton Woods. L'Union Européenne a, dans ce cadre, accordé au pays une subvention d'ajustement structurel de 26 millions d'Ecus la contrevaletur en monnaie nationale ciblée sur les budgets de fonctionnement de la Santé et de l'Education, ainsi que sur le programme national d'entretien routier; devait combler 14,4% du déficit budgétaire hors solde de l'Etat.

Le second fait marquant est le choix de Madagascar comme un des huit pays tests pour la mise en oeuvre de la nouvelle approche de l'Union Européenne en matière de sécurité alimentaire. Le pays recevra dans ce cadre en 1996 une subvention de 1.950.000 Ecus qui ajoutée aux fonds de contrepartie générés par la vente de 4.500 T. de farine de blé d'aide alimentaire également allouées à la Grande Ile, va permettre le démarrage d'un programme prioritaire de sécurité alimentaire: réhabilitation des statistiques agricoles, mise en place d'un système d'alerte précoce dans le Sud, pistes de désenclavement, etc...

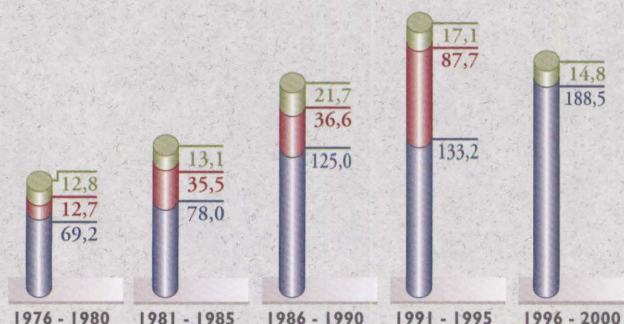
Les interventions de la BEI au titre des capitaux à risques, qui ont représenté sous Lomé IV un montant de 12 millions d'Ecus entre 1991 et 1995, se sont concentrées sur le développement de l'aquaculture, secteur productif en pleine expansion. Dans le cadre du 8ème FED, la BEI pourrait envisager de mettre à la disposition de Madagascar environ 30 millions d'Ecus de financement au titre des aides prévues par la Convention.

Madagascar figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production. Le pays bénéficie également des avantages des accords de pêche signés avec l'Union, dont le dernier a été renouvelé pour trois ans en 1995 et comporte des paiements annuels de 725.000 Ecus.

## FED + budget

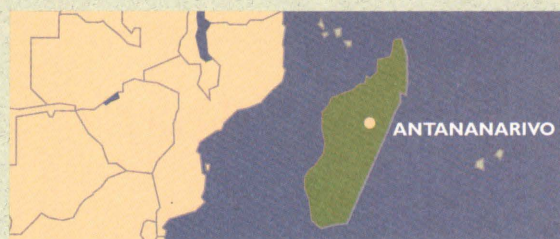
dotations en millions d'Ecus  
 allocations in ECU million

budget  
 autres fed + bei  
 others fed + eib  
 pin (dotation pour 5 ans)  
 nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche  
 rural development/fishing  
 transport et communications  
 transport and communications  
 secteurs sociaux  
 social sectors  
 autres  
 others





Madagascar **M**

**Economic indicators**

GNP per capita	189 ECU (1996)
European imports from...	414 532 240 ECU (1997)
Clothing	39%
European Exports to...	319 442 410 ECU (1997)
Debt service / exports	9.2% (1995)

**Social indicators**

Population growth rate	3% (1995-96)
Primary schooling rate	92.3% (1996)
Secondary schooling rate	13.2% (1996)
Urbanisation rate	27% (1996)

The fifth biggest island in the world, independent since 1960, Madagascar is blessed with a variety of geographic and climatic conditions and is rich in natural resources, which together provide invaluable assets for its development.

The ECU 130 million Lomé IV NIP (7th EDF), focuses on two major areas. Transport and communications (roads and airports) are the top priority, followed by rural development (food security, diversification of production support to peasant organisations). More accent has been placed on supporting the social sectors, particularly human resource development, and on the private sector. Madagascar has been allocated some ECU 188.5 million under Lomé IV's second financial protocol (8th EDF) - a 45% increase over the former NIP. Priorities for the new programme are similar to those set out under the previous protocol.

Outside programmable funds, Madagascar has, since Lomé I, been allocated ECU 70 million in Stabex transfers for loss of export receipts, notably for coffee, vanilla and cloves. Under the EU's general budget, the island was allocated ECU 1.2 million to support democratisation and ECU 39 million in food aid (1976-1994).

There are two recent developments of note. The first is the resumption of relations between Madagascar and the international financial community with a reform programme backed by the Bretton Woods institutions. In the light of this, the EU agreed an ECU 26 million structural adjustment grant. The counterpart funds in the national currency generated by this - targeted at the health and education operating budgets, and the national road maintenance programme - should cover 14.4% of the country's budget deficit.

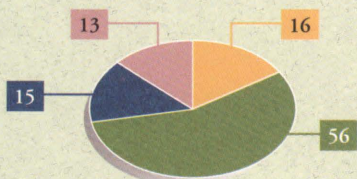
The second innovation is the choice of Madagascar as one of the EU's 'test' countries for implementation of its new food security policy. In 1996, the country received a grant of ECU 1.95 million. This has been added to the counterpart fund generated by the sale of 4500 tonnes of wheat flour allocated to the *Grande Ile*. The funds will enable the institution of a priority food security programme covering, among other things, improvements to agricultural statistics, the setting-up of an early warning system in the South and rural roads.

Between 1991 and 1995, ECU 12 million in EIB risk capital has been directed to aquaculture development, an expanding productive sector. Under the 8th EDF, the EIB foresees some ECU 30 million in loans for Madagascar.

The country is one of the traditional banana producers to benefit from the EU's special assistance system set up in 1994 to improve productivity and quality. There is also a fisheries agreement with the EU (renewed in 1995 for three years) which provides for annual compensation of ECU 725,000.

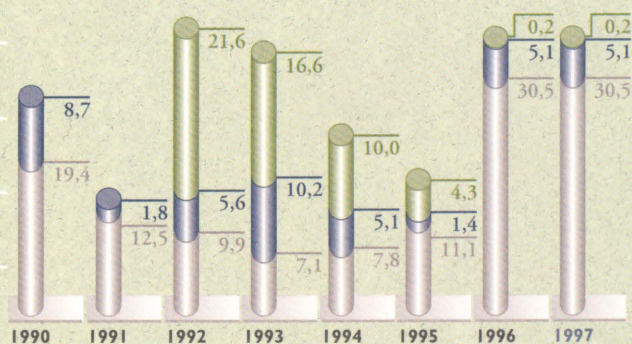
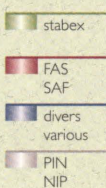
**FED EDF**

**répartition sectorielle du PIN**  
en % de la dotation totale  
**sectorial breakdown of NIP**  
% of the total envelope



**FED EDF 4-5-6-7-8**

paiement par instrument  
payments by instrument







# Malawi

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM<sup>2</sup> 1 18 480  
 9 787 831

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
142 ECU (1996)

Importations européennes  
en provenance de...  
212 804 770 ECU  
(1997)

Tabacs 72%

Exportations européennes  
vers...  
70 303 910 ECU (1997)

Service de la dette /  
exportations  
25,9% (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
3,45% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
65,6% (1996)  
secondaire  
5% (1996)

Taux d'urbanisation  
14% (1996)

Le Malawi figure parmi les pays les plus pauvres du monde. Sécheresse, érosion des sols, répartition inégale des terres, forte augmentation de la population, faibles ressources du sous-sol, coût élevé des transports constituent les contraintes majeures du développement.

Indépendant en 1964, le pays a connu jusqu'en 1994 un régime de parti unique. Suite à de fortes pressions des donateurs extérieurs ayant conduit à quasiment geler toutes aides non humanitaires, le pays s'est engagé dans un processus de démocratisation. Les premières élections présidentielle et parlementaires multipartites se sont tenues en mai 1994 et le pays a depuis lors un gouvernement démocratique. Des élections législatives devraient avoir lieu en mai 1999.

La Malawi est un pays essentiellement rural, doté d'un secteur économique moderne de taille réduite. Après une forte croissance économique dans les années 1960 et 1970, la situation économique s'est détériorée à la fois en raison de facteurs externes (guerre civile au Mozambique, augmentation des coûts de transport, détérioration des termes des échanges), et à cause de la pression démographique sur les terres arables et les ressources naturelles disponibles.

Depuis la première Convention de Lomé, la coopération entre l'Union européenne et le Malawi s'est concentrée sur le développement rural et les infrastructures de transport. Cela devrait se poursuivre dans les prochaines années. Plus récemment, le secteur de la santé fut l'objet d'un soutien majeur. La plus grande partie des fonds alloués au Malawi l'a longtemps été au titre des ressources programmées des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) successifs: 250 millions d'Ecus pour les trois premiers, 124,2 millions d'Ecus pour le quatrième et 174 millions d'Ecus pour le plus récent. Toutefois, le poids relatif de ces ressources non programmées s'est accru avec des fonds alloués au titre de la Facilité d'ajustement structurel, du Stabex, et d'autres lignes budgétaires de l'UE (principalement aide alimentaire et aide aux réfugiés).

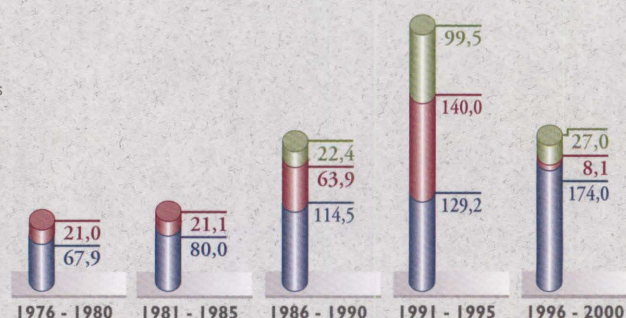
Près de 45 millions d'Ecus ont été engagés, sous Lomé IV, pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, principalement.

Une série d'actions de soutien au processus démocratique a été initiée. A ce propos, un programme d'assistance plus substantiel vient d'être mis en œuvre.

## FED + budget EDF

dotations en millions d'Ecus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche  
rural development/fishing  
transport et communications  
transport and communications  
autres  
others





Malawi **M**

Economic indicators	
GNP per capita	142 ECU (1996)
European imports from...	212 804 770 ECU (1997)
Tobacco	72%
European Exports to...	70 303 910 ECU (1997)
Debt service / exports	25.9% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.6% (1995-96)
Primary schooling rate	65.6% (1996)
Secondary schooling rate	5% (1996)
Urbanisation rate	14% (1996)

Malawi ranks among the poorest countries in the world. Recurrent droughts, soil erosion, inequitable land distribution, booming population growth, lack of mineral resources and high transport costs for imports and exports are among the major development constraints.

Malawi achieved independence in 1964 and until 1994, was ruled under a one-party system. Following strong pressure from the international donor community, which culminated in a freeze of non-humanitarian aid, Malawi is now engaged in a democratisation process. Multi-party and presidential elections were held in May 1994 and the country has had a democratic government since then. The next legislative elections are due in May 1999.

Malawi essentially has an agriculture-based economy with only a very small industrial sector. After vigorous economic growth in the 1960s and 1970s, the economic situation deteriorated, both because of external factors (civil war in Mozambique leading to soaring transport costs and a deterioration in the terms of trade) and because of increasing population pressure on land and natural resources.

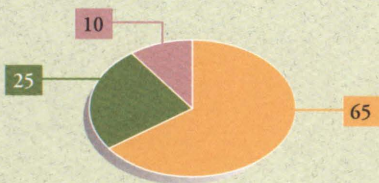
The European Union's cooperation with Malawi has, since the first Lomé Convention, emphasised rural development and transport, and these areas will continue to receive support in the coming years. More recently the health sector has been the focus of major support. Most resources have been channelled through the National Indicative Programmes; ECU 250 million for the first three Lomé Conventions, ECU 124.2 million for the first phase of the Lomé IV (7th EDF), and ECU 174 million for the second phase (8th EDF). The relative weight of non-programmed resources has also been growing, with significant resources being allocated under the Structural Adjustment Facility, Stabex and EU budget funds (principally food aid and refugee aid).

Approximately ECU 45 million has been provided under Lomé IV by the European Investment Bank in the form of risk capital, principally for projects in the sectors of water supply, energy and the development of SMEs.

A number of actions to support the democratisation process have been initiated. A more substantial programme of assistance in this area has recently been launched.

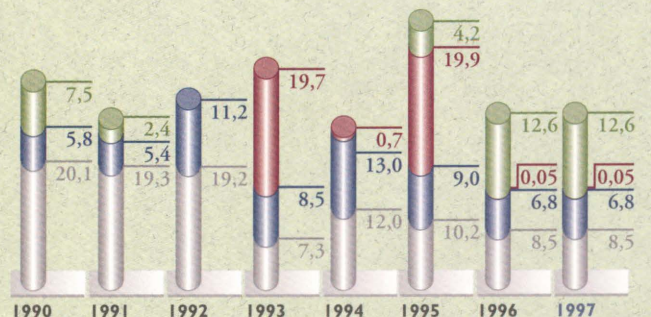
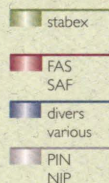
FED EDF

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale  
sectoral breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument








# Mali

AFRIQUE SAHELIENNE ET  
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL  
WESTERN AFRICA

**KM<sup>2</sup>** 1 240 190  
 10 797 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
189 ECU (1996)

Importations européennes  
en provenance de...

106 759 340 ECU (1997)  
Coton 67%

Exportations européennes  
vers...

299 411 300 ECU  
(1997)

Service de la dette /  
exportations  
12,6% (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
3,1% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
23,8% (1996)

secondaire  
6,6% (1996)

Taux d'urbanisation  
27% (1996)

Indépendant depuis 1960, le Mali est un vaste pays sahélien au territoire enclavé et partiellement désertique. Relativement peu peuplé, il n'a connu jusqu'à présent qu'un faible développement. La période passée a été marquée par des problèmes budgétaires ainsi que par des difficultés socio-politiques particulières avec des populations septentrionales. Depuis 1992, le Mali a néanmoins réussi à mettre en place une démocratie difficile. La relative pénurie de terres arables constitue, pour une économie fondée sur l'agriculture, un handicap insuffisamment compensé par le potentiel de la partie méridionale du pays et de la vallée du Niger. Les échanges extérieurs sont très dépendants du coton et de l'élevage, mais des gisements aurifères recèlent un potentiel de mise en valeur.

Le processus de réforme de décentralisation administrative s'est poursuivi tout au long de l'année 1997, qui a connu également un changement du gouvernement suite aux élections législatives et présidentielles. Les élections communales, programmées au départ pour juin 1997, ont été reportées à 1998, en vue de négocier avec le collectif d'opposition des conditions pour son entière participation à ces échéances.

Le PIN correspondant au 8ème FED a été signé à Bamako en février 1997. D'un montant de 189 millions d'Ecus, il définit trois principaux domaines de concentration de l'aide communautaire, à savoir: la décentralisation, le secteur des transports et le secteur agricole. Par ailleurs, dans le cadre de la Facilité d'Ajustement Structurel, une première tranche de 29,4 millions d'Ecus sera rendue disponible en 1998.

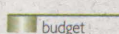
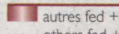
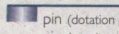
Les programmes précédents avaient notamment mis l'accent sur l'appui au développement rural, les infrastructures routières, l'appui aux petites et moyennes entreprises et le domaine de la santé. Les fonds alloués précédemment au Mali au titre de la FAS -55,8 millions d'Ecus environ, ont permis de mener des actions en faveur de la santé, de l'éducation primaire et de l'allègement de l'endettement de l'Etat.

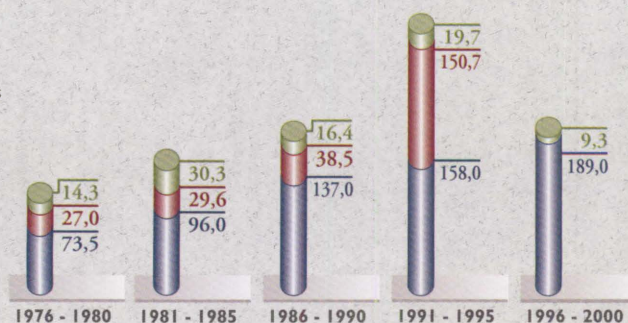
Le Mali a été également bénéficiaire d'aides financières, de substitution à l'aide alimentaire, visant la restructuration du secteur des céréales (6,5 millions d'Ecus entre 1990 et 1996). Des aides spécifiques ont été aussi allouées en faveur des populations du nord du Mali. Des cofinancements avec les organisations non-gouvernementales (ONG) ont permis de mettre en œuvre notamment des projets à caractère social.

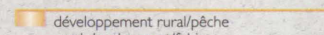
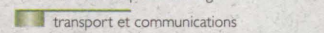
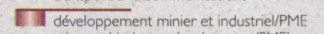
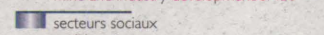
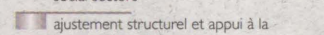
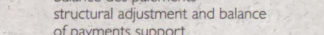
En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a déjà engagé 23,3 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques. A ce montant s'ajoute un financement de 35 millions d'Ecus sur ressources propres (mine d'or à Sadiola).

## FED + budget EDF

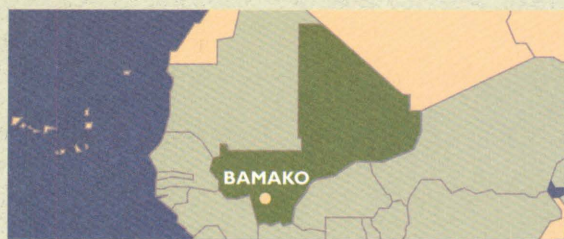
dotations en millions d'Ecus  
allocations in ECU million

 budget  
 autres fed + bei  
others fed + eib  
 pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



 développement rural/pêche  
rural development/fishing  
 transport et communications  
transport and communications  
 développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SME's  
 secteurs sociaux  
social sectors  
 ajustement structurel et appui à la  
balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support  
 autres  
others





Economic indicators	
GNP per capita	189 ECU (1996)
European imports from...	106 759 340 ECU (1997)
Cotton	67%
European Exports to...	299 411 300 ECU (1997)
Debt service / exports	12.6% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	3.1% (1995-96)
Primary schooling rate	23.8% (1996)
Secondary schooling rate	6.6% (1996)
Urbanisation rate	27% (1996)

Independent since 1960, Mali is a huge Sahelian country whose territory is landlocked and partly consists of desert. It is relatively sparsely populated, and to date, has experienced only weak development.

The past has been characterised by budgetary problems and by socio-political difficulties particular to the population in its northern regions. Nevertheless, since 1992 Mali has succeeded in setting up a multi-party democracy and has continued, in the framework of an adjustment programme, to adapt under often difficult circumstances. The relative shortage of arable land, for an economy based on agriculture, is a handicap insufficiently compensated for by the potential in the southern part of the country and the Niger Valley. External trade is very dependent on cotton and livestock farming, although gold deposits could be exploited.

The reform process leading to administrative decentralisation has been underway throughout 1997. The year also saw a change of government following legislative and presidential elections. The municipal elections initially planned for June 1997 were postponed until 1998, with a view to negotiating with the collective opposition, their full participation in these polls.

The 8th EDF NIP (ECU 189 million) was signed in Bamako in February 1997. It establishes three main focal areas for Community aid: decentralisation, the transport sector and agriculture. In addition, under the Structural Adjustment Facility, a first tranche of ECU 29,4 million will be made available in 1998.

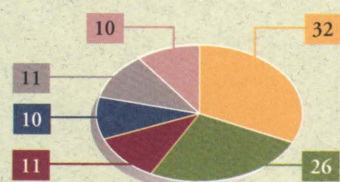
Under previous programmes, particular emphasis was placed on rural development, road infrastructures, support for small and medium-sized enterprises and the health sector. Funds allocated to Mali earlier under the Structural Adjustment Facility (about ECU 55.8 million) have allowed action in health care and primary education and have enabled State indebtedness to be alleviated. They have also been used to support measures following the devaluation of the CFA Franc.

Mali also received financial aid, in place of food aid, to help restructure the cereals sector (ECU 6.5 million between 1990 and 1996). Specific aid has been allocated to populations in northern Mali. Co-financing with non-governmental organisations has resulted in some projects of a social character.

Moreover, the European Investment Bank has already committed ECU 23.3 million in risk capital. To this amount should be added ECU 35 million in own resources for the Sadiola gold mine.

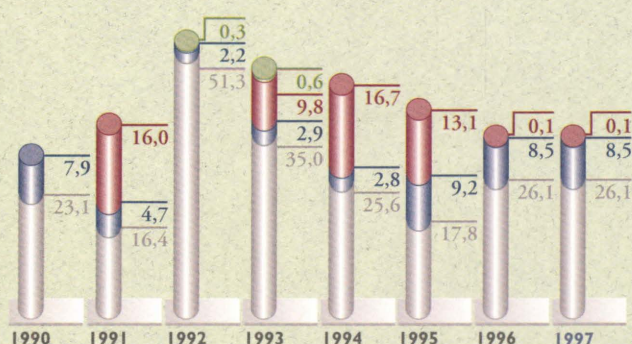
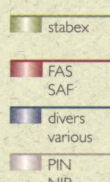
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument








# Mauritanie

AFRIQUE SAHELIENNE ET  
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL  
WESTERN AFRICA

**KM<sup>2</sup>** 1 025 520

 2 335 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
370 ECU (1996)

Importations européennes  
en provenance de...

316 965 100 ECU (1997)

Minerais de fer 75%

Poissons 23%

Exportations européennes  
vers...

276 689 480 ECU (1997)

Service de la dette /  
exportations

21,4% (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population

2,4% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire

55,3% (1996)

secondaire

14,5% (1996)

Taux d'urbanisation

53% (1996)

Pays en grande partie désertique de l'Afrique de l'Ouest, peu peuplé, la Mauritanie reste sur le plan économique fortement dépendante de ressources naturelles limitées – pêche et minerai de fer principalement. Les activités économiques se résument en effet pratiquement à l'industrie de la pêche autour du port de Nouadhibou, l'extraction minière dans le Nord et l'exploitation du potentiel agricole et de l'élevage dans la vallée du fleuve Sénégal.

Par sa situation géographique, la Mauritanie est un trait d'union entre l'Afrique subsaharienne et le Maghreb. Elle est d'ailleurs un membre actif des organisations interrégionales de ces deux sous-régions.

Après l'indépendance en 1960, la Mauritanie a longtemps connu un régime de parti unique. Une ouverture démocratique s'est ensuite opérée en 1991 avec l'adoption par référendum de la Constitution et les élections qui sont intervenues ultérieurement. Les élections de décembre 1997 ont vu la confirmation du président sortant.

Depuis Lomé I, la Mauritanie a bénéficié de près de 630 millions d'Ecus d'aide provenant de la Communauté européenne, y compris le Programme indicatif national – PIN – de la Convention de Lomé IV bis (8ème FED) signé le 17 février 1997.

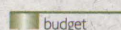
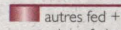
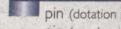
L'exécution du PIN 6ème FED est pratiquement terminée. Les actions du PIN 7ème FED (65,5 millions d'Ecus) encore en cours concernent principalement le secteur routier, le domaine agricole dans le sud (lac d'Aleg, Gorgol dans la vallée du fleuve) et l'appui institutionnel. Les interventions SYSMIN des 6 et 7èmes FED en faveur de la société minière SNIM sont en phase d'exécution. Une deuxième tranche (4,3 millions d'Ecus) de l'appui à l'ajustement structurel 95/96 a été débloquée en décembre 1997 pour un programme général d'importation, dont les fonds de contrepartie seront à nouveau affectés au secteur de la santé et à l'entretien routier.

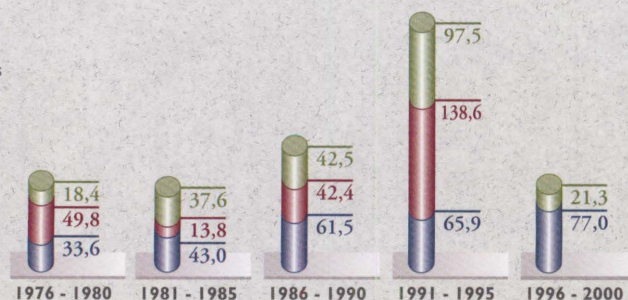
Les activités de l'année 1997 ont porté en outre sur la préparation de nouvelles actions pour le 8ème FED (77 millions d'Ecus) dont les trois secteurs de concentration sont les infrastructures et l'aménagement du territoire, le développement rural et l'environnement et finalement le renforcement institutionnel et l'état de droit. Un nouveau programme d'appui à la sécurité alimentaire de 18 millions d'Ecus a été décidé en 1997, qui inclut des conditions relatives à la restructuration du Commissariat à la sécurité alimentaire et à la révision de la politique sectorielle.

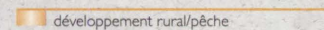
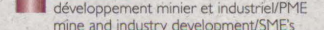
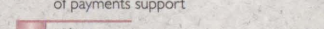
Il faut encore noter que l'Accord de pêche signé entre la Mauritanie et la Communauté pour la période allant de 1996 à 2001 comporte une compensation financière annuelle de 53,36 millions d'Ecus.

## FED EDF + budget

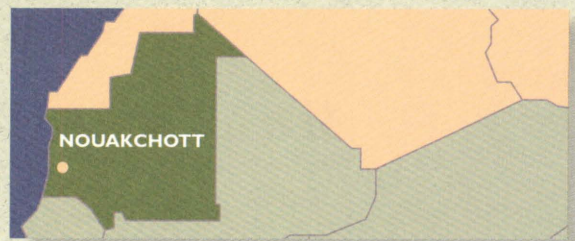
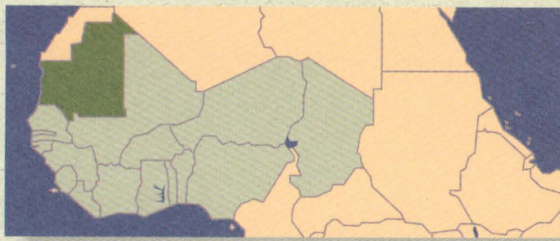
dotations en millions d'Ecus  
allocations in ECU million

 budget  
 autres fed + bei  
others fed + eib  
 pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



 développement rural/pêche  
rural development/fishing  
 transport et communications  
transport and communications  
 développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SME's  
 ajustement structurel et appui à la  
balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support  
 autres  
others





Mauritanie **M**

Economic indicators	
GNP per capita	370 ECU (1996)
European imports from...	316 965 100 ECU (1997)
Iron ore	75%
Fish	23%
European Exports to...	276 689 480 ECU (1997)
Debt service / exports	21.4% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.4% (1995-96)
Primary schooling rate	55.3% (1996)
Secondary schooling rate	14.5% (1996)
Urbanisation rate	53% (1996)

A mostly semi-arid, sparsely-populated country on the West African coast, Mauritania depends on its limited natural resources, principally fish and iron ore. Its main economic activities are the fishing industry around Nouadhibou, mining in the north and the exploitation of agricultural potential and livestock breeding in the Senegal River Valley. Geographically, Mauritania forms a bridge between sub-Saharan Africa and the Maghreb. It is consequently an active member of interregional organisations of both these parts of Africa.

Following its independence in 1960, Mauritania was long ruled by a single party. Democratic changes then took place with the promulgation of a Constitution in 1991 and subsequent elections. At the polls in December 1997 the outgoing President was re-elected.

Since Lomé I, Mauritania has received more than ECU 630 million of European aid. This figure includes the sum foreseen in the most recent National Indicative Programme (8th EDF) which was signed on 17 February 1997.

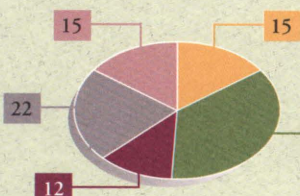
The execution of the 6th EDF NIP is all but complete. 7th EDF activities (ECU 65.5 million) are still ongoing, notably in the road sector; agricultural development in the south (Lake of Aleg/Gorgol in the river valley) and institutional support. Sysmin funds allocated to the mining company, SNIM, under the 6th and 7th EDFs are still in the execution phase. A second tranche of support (ECU 4.3 million) for the 1995-96 structural adjustment programme was released in December 1997 for a new general import programme. The counterpart funds generated are again being directed to the health sector and road maintenance.

1997 activities also included the preparation of new actions for the 8th EDF (ECU 77 million) whose three focal sectors are: infrastructures and land management; rural development and the environment; and institutional strengthening and the rule of law. A decision was taken in 1997 to mount a new food security programme (ECU 18 million). This includes dealing with the conditions relating to the restructuring of the Food Security Commission, and revising sectoral policy.

The fishing agreement between Mauritania and the European Community for the period 1996-2001 includes an annual amount in compensation of ECU 53.36 million.

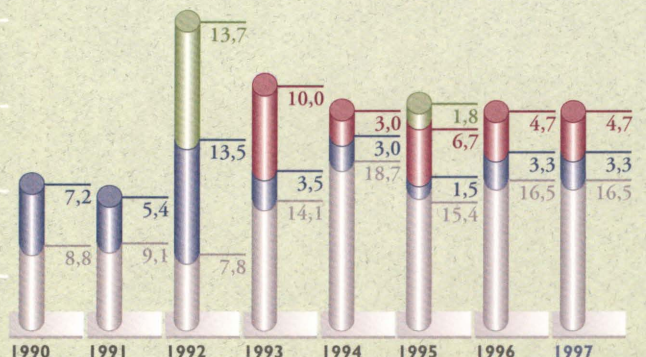
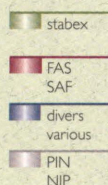
FED EDF

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale  
sectoral breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







# Mauritius

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

KM<sup>2</sup>

2 040



1 130 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
2 906 ECU (1996)

Importations européennes  
en provenance de...

1 079 841 430 ECU (1997)

Vêtements 37%  
Sucres de canne 28%

Exportations européennes  
vers...

642 829 770 ECU (1997)

Service de la dette /  
exportations

9% (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
1% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
na/nd (1996)  
secondaire  
60,4% (1996)

Taux d'urbanisation  
41% (1996)

Terres volcaniques dans l'Océan Indien, dominée par des pics montagneux et entourée de récifs coralliens, la république de Maurice est une démocratie, et l'a toujours été depuis l'indépendance acquise en 1968. Tout en demeurant au sein du Commonwealth, l'île est devenue une république en 1992. Ce pays dont l'économie dépendait encore de la monoculture de la canne à sucre il y a vingt ans figure aujourd'hui dans le groupe des pays en développement à revenu intermédiaire et est souvent cité comme modèle dans le domaine du développement.

Toutefois, nonobstant son succès, l'économie du pays reste caractérisée par une forte dépendance vis-à-vis de l'économie mondiale, en raison de ses trois composantes: l'industrie d'exportation de la zone franche (produits textiles essentiellement), le sucre et le tourisme. Le futur de l'île dépend de la modernisation de son industrie, du maintien de la compétitivité de sa zone franche et de la préservation de son attrait touristique étroitement lié à la conservation de l'environnement.

La coopération avec l'Union européenne remonte à 1977. De la première à la quatrième Convention de Lomé, les ressources allouées à l'île au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) s'élèvent à plus de 100 millions d'Ecus sur vingt ans. Mais l'île a réussi à maximiser les autres opportunités offertes par la Convention et particulièrement celle de l'adhésion au Protocole sucre annexé à la Convention. Les prix garantis à l'exportation de l'essentiel de la production mauricienne de sucre sur le marché européen lui rapportent près de 100 millions d'Ecus par an, qui font de l'île le premier pays ACP bénéficiaire du protocole. Maurice a aussi bénéficié d'un appui au titre du programme spécial de protection de l'environnement dans les pays en développement financé sur le budget de l'Union européenne.

Dans le cadre de Lomé IV, le programme indicatif national est doté de 34 millions d'Ecus, dont 60% environ sont destinés au développement rural et à la diversification agricole. L'environnement, les infrastructures et la formation constituent les autres secteurs de destination de l'aide programmée. Le PIN du 8e FED a été signé début 1997 (39,5 millions d'Ecus). Il se concentrera sur la protection de l'environnement, le secteur privé, ainsi que la lutte contre la pauvreté. Des projets importants dans ces 3 domaines sont actuellement à l'étude.

La Banque Européenne d'Investissement pourrait contribuer au financement de projets et de programmes productifs et on envisage de débloquer 30 millions d'Ecus pour cette initiative.

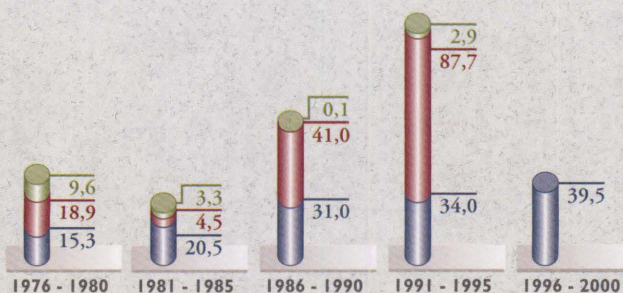
Depuis Lomé I, Maurice a bénéficié d'interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour un montant de plus de 122 millions d'Ecus, dont 110 millions au titre des prêts sur ressources propres et plus de 12 millions en capitaux à risques. Ces interventions ont permis la réalisation de projets dans le secteur public comme privé, dans les domaines aussi divers et vitaux que les infrastructures (production d'énergie, adduction d'eau et assainissement), le développement des PME et des grandes industries exportatrices ou de substitution aux importations.

Un nouvel accord de pêche triennal entre l'UE et Maurice a été signé en 1996 (impliquant une aide d' 1,7 million d'Ecus).

## FED + budget EDF

dotations en millions d'Ecus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (enveloppe for 5 years)



environnement  
environment  
développement rural/pêche  
rural development/fishing  
transport et communications  
transport and communications  
secteurs sociaux  
social sectors  
autres  
others





Mauritius

M

### Economic indicators

GNP per capita  
2 906 ECU (1996)

European imports from...  
1 079 841 430 ECU  
(1997)

Clothing 37%  
Cane-sugar 28%

European Exports to...  
642 829 770 ECU  
(1997)

Debt service / exports  
9% (1995)

### Social indicators

Population growth rate  
1% (1995-96)

Primary schooling rate  
na/nd (1996)

Secondary schooling rate  
60.4% (1996)

Urbanisation rate  
41% (1996)

A group of volcanic islands in the Indian Ocean, dominated by mountainous peaks and surrounded by coral reefs, Mauritius has been a democracy since achieving independence in 1968. Although the country is still part of the Commonwealth, the island became a republic in 1992. The economy was dominated by the single crop farming of sugar cane up until 20 years ago. Today Mauritius ranks among the group of middle income developing countries and is often held up as a model in the field of development.

However, notwithstanding its success, the country's economy is still characterised by a strong dependence on the world economy, due to its three main components; exporting industry from the free zone (mainly textile products), sugar and tourism. The future of the island depends on the modernisation of its industry, maintaining the competitiveness of its free zone, and preserving its attractiveness to tourists - which is closely linked to environmental conservation.

Cooperation with the European Union dates back to 1977. From the first to the fourth Lomé Convention, resources allocated to the country under the National Indicative Programmes have totalled more than ECU 100 million. The island has also succeeded in maximising other opportunities offered by the Lomé relationship, including, in particular, membership of the Sugar Protocol which is annexed to the Convention. Guaranteed prices for the export of the bulk of Mauritian sugar production to the European market bring in almost ECU 100 million a year for the country. As a result, it benefits more than any other ACP country from the Protocol. Mauritius has also received support from the special programme for the preservation of the environment in developing countries financed under the EU budget.

Under the first financial protocol of Lomé IV the National Indicative Programme was allocated ECU 34 million, of which about 60% is directed towards rural development and agricultural diversification. The other sectors for intervention under programme aid funds are the environment, infrastructure and training. The NIP for the 8th EDF was signed at the beginning of 1997 (ECU 39.5 million). The focus here will be on environmental protection, private sector development and poverty alleviation. Important projects in these three areas are presently under study.

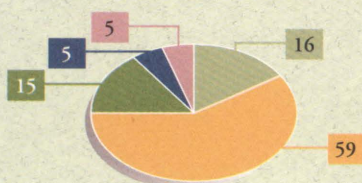
The European Investment Bank may contribute to the financing of income-generating projects and programmes and ECU 30 million is envisaged in this context.

Since Lomé I, Mauritius has benefited from nearly ECU 122 million through intervention from the European Investment Bank (EIB), including ECU 110 million from the Bank's own resources and more than ECU 12 million in risk capital. These interventions have allowed projects in the public and private sectors, in areas as diverse and vital as infrastructure (energy production, water purification and supply, airport development, a new container terminal, telecommunications, sewerage), the development of SMEs, large export industries, and industries linked to import substitution.

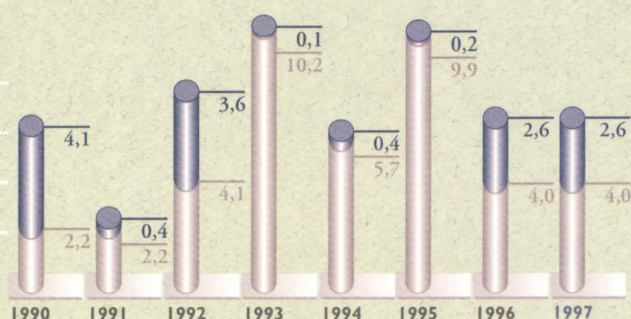
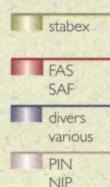
A new three-year EU-Mauritius Fisheries Agreement was signed in 1996 (involving funding of ECU 1.7 million).

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







# Mozambique

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

801 590

16 359 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
71 ECU (1996)

Importations européennes  
en provenance de...  
113 349 780 ECU (1997)

Poissons 52%

Exportations européennes  
vers...  
140 268 280 ECU  
(1997)

Service de la dette /  
exportations  
35,3% (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,5% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
66,3% (1996)

secondaire  
6,4% (1996)

Taux d'urbanisation  
35% (1996)

Indépendant depuis 1975, le Mozambique est un très vaste pays maritime bordé par près de 3.000 Km de côtes. La diversité de ses zones climatiques lui permettent d'avoir un potentiel agricole diversifié en plus de ressources minières prometteuses. En outre, sa position dans la région lui permet de tirer profit d'importantes ventes de services aux pays voisins enclavés.

Après un long conflit civil, la signature d'un accord de paix a eu lieu en octobre 1992 et avec l'accord de tous les partis politiques, une loi électorale a été votée en 1993. L'année 1994 a vu se consolider le processus de paix par la tenue d'élections présidentielles et parlementaires et l'installation d'un gouvernement issu d'un parlement pluraliste.

Du fait de la cessation des hostilités, la coopération avec l'Union européenne a été marquée par une diminution sensible des programmes d'urgence et une accélération notable des engagements sur Lomé IV, au titre de la réhabilitation. En ce qui concerne Lomé II, presque 100% du Programme Indicatif National (de près de 160 millions d'Écus y compris le programme spécial dette) ont été engagés et la plupart des projets sont en voie d'achèvement.

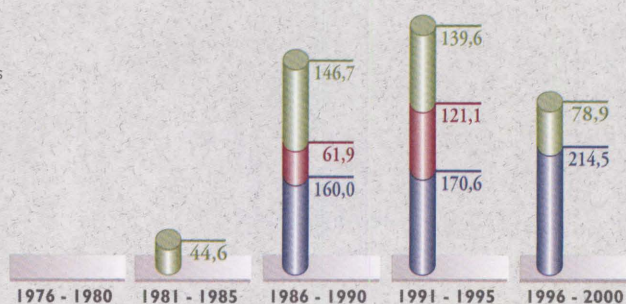
Parmi les actions qui ont été décidées en 1994, sous le premier protocole financier de Lomé IV (170,6 millions d'Écus), on peut citer l'appui à l'organisation des élections (22 millions d'Écus), l'appui au retour au pays des déplacés et démobilisés ainsi que leur réinsertion (23 millions d'Écus), la réouverture des routes (30 millions d'Écus) et la réhabilitation des infrastructures de santé (22 millions d'Écus). Si la facilité à l'ajustement structurel a déjà permis un appui supplémentaire de 30 millions d'Écus, 27,3 autres millions d'Écus furent octroyés pour la réinsertion des réfugiés et des personnes déplacées selon l'article 255 de Lomé. Par ailleurs, 9,5 millions d'Écus furent alloués aux élections locales, en 1997, et un certain nombre de petits projets ont été approuvés. Le PIN du 8ème FED fut quant à lui signé en mars 1997, avec une enveloppe de 214,5 millions pour la réalisation des projets.

Enfin, des interventions de la Banque Européenne d'Investissement ont été approuvées au titre des capitaux à risques pour un montant de 50,85 millions d'Écus, qui s'ajoutent à 20 millions d'Écus de prêts également approuvés sur ressources propres.

## FED + budget

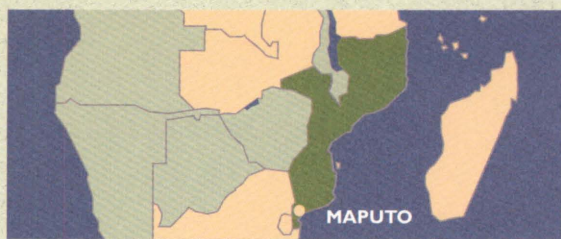
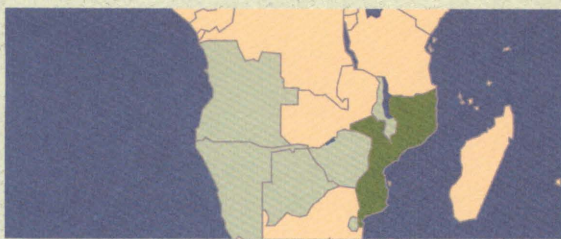
EDF + budget  
dotations en millions d'Écus  
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei  
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche  
rural development/fishing
- transport et communications  
transport and communications
- secteurs sociaux  
social sectors
- ajustement structurel et appui à la  
balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support
- autres  
others





Mozambique



**Economic indicators**

GNP per capita	71 ECU (1996)
European imports from...	113 349 780 ECU (1997)
Fish	52%
European Exports to...	140 268 280 ECU (1997)
Debt service / exports	35.3% (1995)

**Social indicators**

Population growth rate	2.5% (1995-96)
Primary schooling rate	66.3% (1996)
Secondary schooling rate	6.4% (1996)
Urbanisation rate	35% (1996)

Independent since 1975, Mozambique is a vast maritime country with almost 3000 km of coast. The diversity of its climatic zones provides for a wider range of agricultural potential and promising mineral resources. Moreover, the country's situation in the region allows it to benefit from substantial sales of services to neighbouring landlocked countries.

After a long civil war, a peace agreement was signed in October 1992 and, with the agreement of all political parties, an election law was passed in 1993. 1994 saw the consolidation of the peace process through the holding of presidential and parliamentary elections and the establishment of a government answerable to a pluralist parliament.

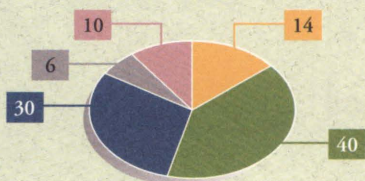
As a result of the end of hostilities, cooperation with the European Union saw a sharp decrease in emergency programmes and a significant increase in commitments for rehabilitation from Lomé IV. As for Lomé III, almost all of the National Indicative Programme (ECU 160 million, including the special debt programme) has been committed and most projects are now being completed.

Actions decided under the first Lomé IV National Indicative Programme (ECU 170.6 million) include support for the organisation of elections (ECU 22 million), support for the return of displaced and demobilised persons as well as their reintegration (ECU 23 million), reopening of roads (ECU 30 million) and rehabilitation of the health system (ECU 22 million). Support under the structural adjustment facility amounted to ECU 30 million. There was also ECU 27.3 million for resettlement of refugees and displaced persons under Article 255 of the Lomé Convention. During 1997, in addition to the funding of up to ECU 9.5 million agreed for the local elections, a number of small projects were also approved. The National Indicative Programme for the second period of Lomé IV (8th EDF) was approved on 5 March 1997, allocating ECU 214.5 million for project implementation.

European Investment Bank interventions in the form of risk capital have been approved for a total of ECU 50.85 million. This is in addition to the ECU 20 million loans approved from the EIB's own resources.

FED EDF

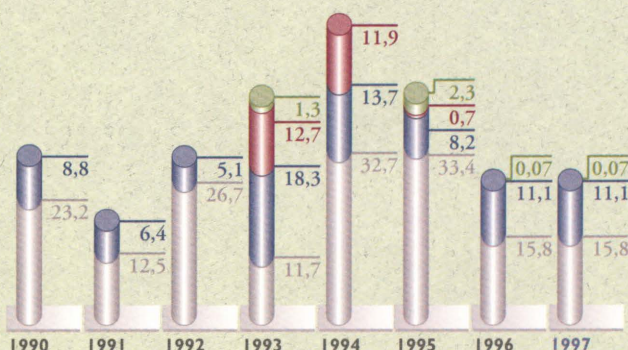
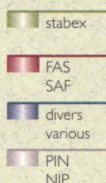
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







# Namibia

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

824 290

1 688 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
1 638 ECU (1996)

Importations européennes  
en provenance de...  
324 772 650 ECU (1997)  
Poissons 40%

Exportations européennes  
vers...  
188 749 980 ECU (1997)

Service de la dette /  
exportations  
na/nd (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,4% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
na/nd (1996)  
secondaire  
39,8% (1996)

Taux d'urbanisation  
37% (1996)

Pays côtier qui possède un des déserts les plus arides du globe, la Namibie est un Etat démocratique qui procède à des élections aux échelons national, régional et local, avec une Constitution fondée sur les principes des droits de l'Homme. La protection de l'environnement, présente dans le corps et l'esprit de la Constitution, est un enjeu du développement de cette jeune nation. Peu après son accession à l'indépendance, le 21 mars 1990, la Namibie est devenue le 69ème Etat ACP à intégrer la Convention de Lomé IV, en même temps qu'elle a sollicité sa candidature auprès de l'ancienne SADCC (Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe). Avant l'indépendance du pays et durant la période de transition, la population de la Namibie a bénéficié de financements de la part de l'Union européenne (65 millions d'Ecus, pour la période allant du milieu des années 1970 à 1990) en matière d'aide alimentaire, de formation, de cofinancement avec les ONG, de développement des communautés de base et de microprojets.

Sous Lomé IV, la Namibie s'est vu octroyer 50 millions d'Ecus de subventions (7ème FED PIN) et 40 millions d'Ecus provenant du Sysmin. D'autres ressources - notamment régionales - prévues par la Convention de Lomé s'y ajoutent pour répondre aux besoins de développement, plus précisément dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, de la santé, de l'emploi, du développement du commerce et du tourisme.

La Namibie tire également parti des dispositions commerciales de Lomé IV et tout particulièrement du Protocole sur la viande bovine, au titre duquel elle dispose d'un quota annuel d'exportation vers le marché européen de 73.000 tonnes pour la période 1991-96. Un quota supplémentaire de 13.000 tonnes a été accordé pour 1997.

Dans le cadre du programme spécial d'aide alimentaire lancé par l'UE en 1992, la Namibie a reçu 15.000 tonnes d'équivalent-céréales en 1992 et 10.000 tonnes en 1996, afin de pallier la sécheresse qui affecte plusieurs régions d'Afrique dont l'Afrique australe.

L'Union européenne soutient activement la consolidation du processus démocratique en Namibie, dont le succès s'est récemment avéré par les élections présidentielles et les législatives de décembre 1994.

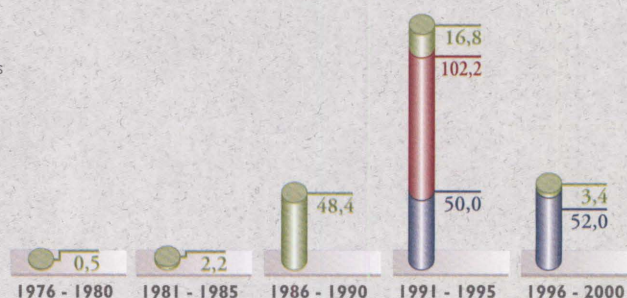
La Banque Européenne d'Investissement a engagé 50,2 millions d'Ecus pour financer les secteurs des équipements et de l'industrie.

Le 15 octobre 1996, la Namibie fut le premier des 70 Etats ACP à finaliser les termes de sa coopération avec l'UE (8ème FED) et dispose, dans le cadre du PIN, d'un montant de 52 millions d'Ecus principalement destinés à promouvoir l'éducation et la formation, l'agriculture et le développement rural.

## FED + budget

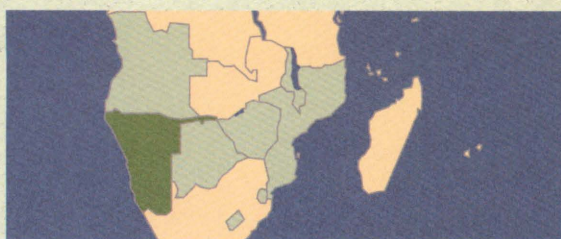
dotations en millions d'Ecus  
allocations in ECU million

budget  
 autres fed + bei  
others fed + eib  
 pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche  
rural development/fishing  
 secteurs sociaux  
social sectors  
 autres  
others





Namibia



**Economic indicators**

GNP per capita	<b>1 638 ECU (1996)</b>
European imports from...	<b>324 772 650 ECU (1997)</b>
Fish	<b>40%</b>
European Exports to...	<b>188 749 980 ECU (1997)</b>
Debt service / exports	<b>na/nd (1995)</b>

**Social indicators**

Population growth rate	<b>2.4% (1995-96)</b>
Primary schooling rate	<b>na/nd (1996)</b>
Secondary schooling rate	<b>39.8% (1996)</b>
Urbanisation rate	<b>37% (1996)</b>

A coastal country with one of the most arid deserts in the world, Namibia is a democracy with elections at national, regional and local level and a Constitution based on individual rights. Protection of the environment is a major consideration in the development of this young nation, reflecting the terms and spirit of the country's Constitution. Following independence on 21 March 1990, Namibia became the 69th ACP State to join the Lomé IV Convention and, that same year, requested membership of the former SADCC (Southern African Development Coordination Conference). Prior to and during the transition to independence, Namibia's population benefited from European Union assistance (ECU 65 million from the EU budget from the mid-1970s to 1990) for food aid, training, NGO co-financing, community development and microprojects.

Under Lomé IV, Namibia benefits from an ECU 50 million grant (7th EDF NIP) and ECU 40 million made available under Sysmin. Other Lomé Convention resources, notably regional ones, have contributed additional funds to meet the country's development needs, concentrating in particular, on agriculture and rural development, health, human resources, tourism and trade development.

Namibia also benefits from Lomé IV's trade provisions, particularly the Beef Protocol, under which a 73,000-tonne quota for export of beef to the EU was granted for the period 1991-96. An additional quota of 13,000 tonnes has been allocated for 1997.

Namibia received 15,000 cereal-equivalent tonnes of emergency food aid under the 1992 special food aid programme, launched by the EU in response to the drought in East and Southern Africa, followed by 10,000 tonnes in 1996.

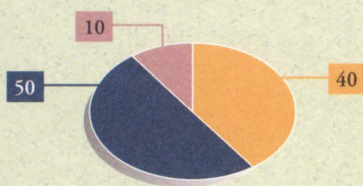
The European Union actively supports the consolidation of the democratisation process in Namibia, the success of which has been recently demonstrated by the holding of Presidential and Parliamentary elections held in December 1994.

ECU 50.2 million has been committed by the European Investment Bank for the financing of infrastructures and industry sectors.

Finally, on 15 October 1996, Namibia became the first of the 70 ACP countries to conclude its framework of cooperation with the EU, (8th EDF) for which an indicative amount of ECU 52 million is made available under the National Indicative Programme. Assistance concentrates on education and training, agriculture and rural development.

**FED EDF**

**répartition sectorielle du PIN**  
en % de la dotation totale  
**sectorial breakdown of NIP**  
% of the total envelope



**FED EDF**

**4-5-6-7-8**

paiement par instrument  
payments by instrument

